



Observatoire français
des drogues et des
tendances addictives

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2025

SOMMAIRE

Introduction 4

À propos de l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives	6
L'équipe de l'OFDT	7

Chiffres clés 2024 8

Quelques chiffres	8
Visibilité et valorisation	9

Retour sur les publications de 2025 10

Drogues et addictions, chiffres clés	10
Bilan 2024 sur la consommation d'alcool et ses conséquences	10
Bilan 2024 sur les jeux d'argent et de hasard	11
Bilan 2023 sur l'offre de stupéfiants en France	11
Bilan 2022 sur les personnes prises en charge dans les centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA)	12
Bilan 2024 sur le tabagisme et l'arrêt du tabac	13
Bilan 2024 sur les traitements par agonistes opioïdes (TAO)	13
Comparaison des politiques publiques internationales de contrôle de l'alcool-marketing audiovisuel et numérique de l'alcool (CIPPAL-ADAM)	14
Enquête sur les représentations, opinions et perceptions sur les psychotropes (EROPP), résultats	15
Usages de tabac et vapotage en population adulte, résultats de l'Enquête sur les représentations, opinions et perceptions sur les psychotropes (EROPP)	15
Usages de substances psychoactives à 17 ans dans les outre-mer en 2023, résultats de l'Enquête sur la santé et les comportements lors de l'appel de préparation à la défense (ESCAPAD)	16
Les usages de drogues en Europe à 16 ans en 2024 – Résultats de l'enquête European School Survey Project on Alcohol and other Drugs (ESPAD)	17
Enquête sur les trajectoires d'usages et parcours de soin : regards croisés des professionnels et des usagers d'alcool (TUPSALCO)	17
Évolution des marchés des drogues illicites en France métropolitaine	18
Précurseurs chimiques de drogues	19

Projet d'observation des usages de drogues en outre-mer (OUDOM)	19
Revue Drogues, enjeux internationaux (DEI)	21
Réglementation de la publicité en faveur des jeux d'argent en France	21
Contenus des publicités sur les paris sportifs en ligne en France, entre 2014 et 2024	22
Système d'identification national des toxiques et des substances (SINTES)	22
Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND)	22

Valorisation des travaux et de l'expertise de l'OFDT **23**

Stratégie de communication	23
Les newsletters de l'OFDT	25
Les réseaux sociaux	25
Relations médias	25
Les vidéos courtes (« 3 minutes sur » et « Focus sur »)	26
Vidéos en motion design (graphisme animé)	26
Le site Internet	27
Colloque TREND SINTES, vingt-cinq ans de dispositifs d'observation	28

Annexes **29**

Annexe 1. Liste des publications scientifiques extérieures en 2025	29
Annexe 2. Liste des auditions parlementaires de l'OFDT en 2025	31
Annexe 3. Liste des interventions de l'OFDT en 2025	32
Annexe 4. Liste des réunions 2025 dans le cadre du REITOX	35
Annexe 5. Liste des membres de l'assemblée générale au 31/12/2025	37
Annexe 6. Liste des 20 membres du collège scientifique actualisée au 31/12/2025	38
Annexe 7. Suivi du contrat d'objectifs et de performance 2025-2027	39
Annexe 8. Mesures d'audience et de téléchargements sur le site Internet	46
Annexe 9. Liste des sigles	47

L'année 2025 a été consacrée à la finalisation des publications issues du cycle d'activité triennal 2022-2024 et au lancement du [programme de travail 2025-2027](#), conjointement à la préparation d'une restructuration de l'équipe prévue en 2026 afin de répondre efficacement aux priorités scientifiques fixées par le contrat d'objectifs et de performance 2025-2027 avec la Mildeca.

Si l'OFDT remplit, depuis 1993, ses missions d'information des pouvoirs publics sur les drogues, de nouveaux défis de connaissance sont apparus s'agissant des phénomènes liés aux addictions, avec ou sans substance (jeux d'argent et de hasard, jeux vidéo, usages numériques dont les effets sur la santé sont de plus en plus questionnés). Certes, la consommation de tabac et d'alcool, les deux premières causes de mortalité évitable en France, compte toujours parmi les principales sources de dommages sanitaires et sociaux, ce qui appelle un suivi épidémiologique continu et des enquêtes qualitatives dédiées afin de produire une analyse à la fois globale et fine des contextes de consommation, des profils de consommateurs et de leurs trajectoires d'usages et d'accès aux soins. Toutefois, le champ des drogues et des addictions connaît de profondes transformations depuis le tournant des années 2010 : amplification tant de l'offre que de la demande concernant les psychostimulants ; multiplication des nouveaux produits de synthèse (NPS), qui émergent sans cesse sur le marché européen ; essor du vapotage parmi les jeunes en parallèle à la baisse du tabagisme, soulevant les préoccupations des pouvoirs publics quant à un possible renouvellement de la clientèle de produits à base de nicotine ; montée en charge de la pratique des jeux d'argent et de hasard, en particulier des paris sportifs en ligne parmi les jeunes hommes.

Face à ces enjeux, l'OFDT s'attache à adapter ses dispositifs d'enquête pérennes, tout en développant de nouvelles études qualitatives afin d'expliquer les tendances à l'œuvre et caractériser plus finement les publics de consommateurs pouvant nécessiter un accès aux soins, en renforçant la veille sanitaire sur les NPS afin de documenter les transformations de l'offre de stupéfiants et de NPS circulant en France et en poursuivant ces travaux d'analyse des politiques publiques.

Le programme de travail 2025-2027 de l'OFDT répond à ces besoins de connaissances en investissant prioritairement douze enjeux stratégiques :

- Mesurer la consommation de tabac, d'alcool, de cannabis et des drogues illicites. L'année 2025 a permis d'actualiser les prévalences d'usage régionales du tabac chez les adultes, la consommation de drogues parmi les lycéens de France hexagonale par comparaison avec leurs pairs européens et la consommation de drogues des jeunes de 17 ans dans les outre-mer.
- Jeux d'argent et de hasard (JAH) : l'année 2025 a donné lieu à un nouveau bilan des indicateurs disponibles en France et deux notes sur la réglementation de la publicité et le marketing.
- Inégalités sociales et territoriales : divers travaux d'analyse secondaire des données de l'OFDT au prisme des variables socio-économiques ont été lancés en 2025 et les fiches régionales ont été intégralement remises à jour.
- Offre et marchés : en 2025, la publication nationale à partir du dispositif Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND) a mis l'accent sur les évolutions des modalités d'approvisionnement des usagers de drogues et l'utilisation croissante des réseaux sociaux par les trafiquants. Le bilan annuel sur l'offre de drogues illicites et les marchés s'est enrichi de nouveaux indicateurs, notamment le nombre d'enquêtes relatives au trafic de médicaments. Enfin, un rapport d'état des lieux sur la circulation des précurseurs chimiques de drogues et les défis de régulation qu'elle pose a été produit, pour la première fois, par l'OFDT.

- Analyse des politiques publiques : les bilans annuels de l'OFDT sur l'offre et les usages de tabac et d'alcool et sur les traitements par agonistes opioïdes (TAO) ont une portée indirecte pour l'analyse des politiques publiques. Un état des lieux de la réglementation encadrant la publicité en faveur des JAH et une analyse du contenu de telles publicités ont été publiés. Par ailleurs, une étude de comparaison internationale de la réglementation du marketing audiovisuel et digital en faveur de l'alcool en France, en Finlande, en Irlande, en Italie, en Lituanie et en Suisse a été publiée.
- Analyse médico-économique : en 2025, un bilan méthodologique des exercices précédents d'évaluation du coût social des drogues a été conduit afin de préfigurer le prochain exercice.
- Estimation de la mortalité liée aux drogues : l'année 2025 a été consacrée à la finalisation du protocole d'appariement entre la base des Décès en relation avec l'abus de médicaments et de substances (DRAMÉS) et celle des causes de décès du CépiDc, et à la préparation des demandes d'accès aux données (dossier CESREES et CNIL).
- Polyconsommation : l'angle d'analyse des polyconsommations est désormais pris en compte dans toutes les analyses de données quantitatives de l'OFDT.
- Parcours de soins : 2025 a été l'année de publication des résultats d'une enquête qualitative sur le recours aux soins des usagers d'alcool, qui a interrogé professionnels et patients.
- Relations entre usages de substances et violences : l'année 2025 a permis de lancer une nouvelle étude de l'OFDT, reposant sur une méthode mixte, concernant le lien entre violences sexuelles et usage d'alcool.
- Contribution à la veille sanitaire liée aux drogues : à travers son dispositif d'analyse toxicologique SINTES, l'OFDT a poursuivi ses travaux de suivi en temps réel des NPS et des menaces liées aux drogues. L'OFDT a également contribué aux premières tâches du réseau européen de laboratoires.
- Impact des drogues sur l'environnement : un travail de repérage de la littérature scientifique sur les dommages environnementaux des drogues de synthèse a été amorcé en 2025, avec une perspective de publication en 2026.

Ce rapport d'activité retrace les principales évolutions de l'année 2025 qui s'est conclue par l'organisation d'un colloque dédié aux vingt-cinq ans du dispositif TREND-SINTES de l'OFDT, le 27 novembre 2025, au ministère de la Santé, qui a réuni 220 personnes, permettant d'illustrer la plus-value pour les pouvoirs publics des systèmes d'information développés par l'OFDT.

À propos de l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT)

L'OFDT est un groupement d'intérêt public (GIP) constitué entre onze ministères, la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca), représentant l'État et la Fédération nationale des observatoires régionaux de santé (FNORS). La convention constitutive modifiée adoptée par l'assemblée générale le 28 juin 2021 a été publiée le 26 décembre 2021 au *Journal officiel* (arrêté du 23 novembre 2021).

Depuis 1996, l'OFDT tient de sa convention constitutive une mission générale : éclairer ses membres fondateurs et, partant, les pouvoirs publics ainsi que les professionnels du champ et le grand public sur le phénomène des drogues licites et illicites et des tendances addictives (dont les JAH). Il produit directement des connaissances et en assure la valorisation grâce à trois types d'outils : enquêtes quantitatives en population générale, dispositifs d'observation qualitatifs (en particulier TREND-SINTES), études ponctuelles sur des thématiques, des territoires ou des publics spécifiques, veille internationale. Il s'attache également à analyser et synthétiser les données disponibles relatives aux drogues et aux conduites addictives émanant de sources différentes (dont les services statistiques ministériels), en vue d'une mise à disposition des informations scientifiquement validées. Cette fonction de centralisation et de diffusion des connaissances sur les phénomènes d'usage et de trafic est redoublée par le rôle de référent de l'OFDT en matière de documentation nationale sur les drogues. Il assure également une fonction d'aide à la décision publique en apportant son concours au suivi des plans gouvernementaux de lutte contre les drogues et les addictions. Enfin, l'OFDT participe au dispositif d'alerte nationale sur les substances psychoactives.

L'OFDT est le correspondant français (point focal) du Réseau européen d'information sur les drogues et les toxicomanies (REITOX) coordonné par l'Agence de l'Union européenne sur les drogues (EUDA) depuis juillet 2024. Cette agence basée à Lisbonne a pour mission de fournir des informations objectives, fiables et comparables sur le phénomène des drogues illicites, de leurs usages et de leurs conséquences. Dans ce cadre, l'OFDT remplit, au nom de la France, un certain nombre d'obligations définies par contrat, dont le recueil de cinq indicateurs clés selon les protocoles déterminés par l'EUDA dont il contribue à améliorer l'assise méthodologique. Il rédige également un rapport national annuel sur la situation dans le champ des drogues et participe au dispositif d'information rapide européen sur les produits nouveaux et dangereux.

Les missions de l'OFDT sont assurées par une équipe permanente de trente personnes, principalement orientée vers la production, la valorisation et la diffusion d'études. L'OFDT est dirigé depuis le 1^{er} septembre 2023 par Guillaume Airagnes, psychiatre addictologue, maître de conférences à l'université Paris-Cité et chef du service d'addictologie à l'hôpital européen Georges Pompidou (Assistance publique-Hôpitaux de Paris). Il est secondé par une directrice adjointe, Ivana Obradovic, politiste spécialisée dans l'analyse des politiques publiques liées aux drogues.

L'OFDT appuie son action sur un collège scientifique de vingt membres, présidé depuis 2021 par Fabien Jobard, politiste, directeur de recherche au CNRS, et composé de personnalités choisies pour leurs compétences reconnues dans les domaines entrant dans les missions de l'OFDT. Depuis le 16 juillet 2025, l'assemblée générale de l'OFDT est présidée par Jean-Roald Lhermitte, haut fonctionnaire des douanes, directeur interrégional honoraire.

L'ÉQUIPE DE L'OFDT

DIRECTION			
Directeur		Directrice adjointe	
Unité DATA	Unité FOCUS	Secrétariat général	Agence comptable
<p>Responsable d'unité</p> <p>Chargé d'études enquêtes ESSPRI et ACCES</p> <p>Chargé d'études – Référent JAH</p> <p>Chargé d'études – Référent indicateur PDU-ACCESS – Évolution des méthodes d'estimation</p> <p>Chargé d'études – Enquêtes statistiques</p> <p>Chargé d'études – Référent approches territoriales – Jeunes – Contrôle des méthodes quantitatives</p> <p>Chargé d'études – Référent addictions comportementales – Analyses territoriales</p> <p>Chargée d'études – Données médicales et veille épidémiologique</p>	<p>Responsable d'unité</p> <p>Chargée de projet – Addictions comportementales</p> <p>Chargée d'études – Coordinatrice nationale SINTES – Référent NPS – Pharmacologie des produits</p> <p>Chargée d'étude Enquête VIXAL</p> <p>Chargée d'études – Référente publics placés sous-main de justice – Publics vulnérables – Pratiques professionnelles</p> <p>Chargé d'études – Référent tabac – Analyses territoriales et politiques publiques</p> <p>Chargée d'études – Appui au dispositif SINTES et exploitation de données médico-administratives</p> <p>Chargé d'études – Coordinateur national TREND – Référent approches territoriales/ outre-mer</p> <p>Chargée d'études OUDOM</p> <p>Chargée d'études – Enquête PProJeTIM</p> <p>Chargée d'études – Référente prévention – Publics féminins – Marketing</p> <p>Chargée d'études – Analyses territoriales</p> <p>Chargée d'études – Référent offre et marchés</p>	<p>Secrétaire générale</p> <p>Webmaster/administrateur de site Web – Valorisation Web, RGPD</p> <p>Chargée de mission administration de la recherche</p> <p>Chargée de mission relations européennes et internationales – Relations avec l'EUDA – Traduction – Valorisation</p> <p>Chargée de mission administrative, juridique et financière</p> <p>Documentaliste – Gestion de la documentation et des archives</p> <p>Infographiste multimédia – Conception, maquettage et valorisation</p>	<p>Agente comptable</p> <p>Cheffe des services financiers</p> <p>Gestion budgétaire, financière et comptable</p>

Activité

- Au 31 décembre 2025, le budget exécuté de l'OFDT est de 5 543 126,59 € en autorisations d'engagement de crédits (AE) et de 5 252 436,75 € en crédits de paiement (CP).
- Au 31 décembre 2025, l'OFDT a une équipe permanente constituée de 27 agents, auxquels s'ajoutent 4 contrats sur projet hors plafond.

Quelques chiffres issus des dernières enquêtes

Enquêtes épidémiologiques

L'année 2025 a été principalement consacrée à la publication de résultats d'analyse des enquêtes menées en 2023 et 2024 (pour le détail, voir infra la présentation de chacune des publications).

- Enquête sur les représentations, opinions et perceptions sur les psychotropes (EROPP) 2023 : publication de deux rapports de résultats et de trois vidéos.
- Enquête sur la santé et les substances en prison (ESSPRI) : 1 094 hommes majeurs interrogés en détention du 24 avril au 29 juin 2023 (publication en 2024) ; mise en ligne d'une vidéo de présentation des résultats.
- L'[Enquête nationale en collège et en lycée chez les adolescents sur la santé et les substances \(EnCLASS\)](#) réalisée entre avril et juin 2024 qui a interrogé 11 397 élèves du secondaire : publication des résultats du volet européen ESPAD sur les usages de drogues parmi les jeunes européens âgés de 16 ans.

L'année 2025 a également été consacrée au lancement des volets 2026 de l'enquête ESSPRI (visant à interroger près de 1 500 détenus), de l'enquête EROPP (qui interrogera près de 23 000 adultes en France, DROM inclus, à partir du 2^e trimestre 2026) et de l'enquête sur les profils, la santé et les parcours de soins des usagers reçus en CAARUD (dénommée ACCES), nouvelle enquête de l'OFDT programmée entre février et avril 2026 dans les CAARUD auprès d'environ un millier d'usagers.

Enquêtes qualitatives

- Enquête Trajectoires d'usages et parcours de soin : regards croisés des professionnels et des usagers d'alcool (TUPSALCO) : 33 personnes interrogées dans 10 structures sur leurs expériences de recours aux soins au titre d'une consommation d'alcool.
- Étude Observation des usages de drogues en outre-mer (OUDOM) :
 - 64 personnes interrogées en Guyane entre juillet 2024 et janvier 2025 (dont 37 professionnels intervenant dans diverses structures de soins en addictologie et de réduction des risques liés à l'usage de drogues) ;
 - 63 personnes interrogées dans les îles du nord de la Guadeloupe (Saint-Martin et Saint-Barthélemy) incluant agents de l'application de la loi, professionnels du secteur médical et médico-social et usagers de substances psychoactives.

Visibilité et valorisation

L'année 2025 a été marquée par un niveau de valorisation élevé, tous supports confondus :

- 12 lettres d'information en français (Lettre Actu OFDT) et 3 en anglais (OFDT's latest)
- 80 200 visites mensuelles et 109 200 pages vues mensuellement sur le site www.ofdt.fr.
- 228 réponses à des demandes entrantes des médias, dont 53 interviews accordées.
- Présence sur les réseaux sociaux à travers des comptes LinkedIn (7 120 abonnés), X (4 552 abonnés), Facebook (3 577 abonnés) et YouTube (673 abonnés).
- 8 participations à des auditions (parlementaires ou autres).
- 25 productions originales mises en ligne sur le site de l'OFDT (*Tendances*, notes de synthèse, rapports) + 9 rapports TREND et 19 publications extérieures.

Publications OFDT

- Actualisation de la collection *Drogues et addictions, chiffres clés* ;
- 5 numéros de la collection *Tendances* ;
- 18^e numéro de la collection *Drogues, enjeux internationaux* ;
- 6 notes de bilan annuel (offre, RECAP, tabac, JAH, alcool, TAO) ;
- 2 notes de bilan (contenus des publicités sur les paris sportifs en ligne, réglementation de la publicité en faveur des JAH) ;
- 4 notes de résultats (réglementation du marketing de l'alcool dans 6 pays européens, prise en charge des personnes avec un trouble sévère d'usage d'alcool, usages à 17 ans en outre-mer, offre et consommation de kétamine) ;
- 1 note de méthode (taille des marchés des drogues illicites) ;
- 4 rapports d'étude et de recherche ;
- une série de 9 rapports régionaux TREND ;
- Ajout de définitions de mots en lien avec le tabac, la nicotine, la cigarette électronique, les e-liquides et le vapotage dans le glossaire OFDT en ligne (<https://www.ofdt.fr/glossaire>) ;
- 1 rapport national pour l'EUDA (10 *workbooks* en anglais)

Publications extérieures

- 17 articles publiés dans des revues scientifiques françaises ou anglo-saxonnes à comité de lecture ;
- 2 ouvrages ou chapitres d'ouvrages collectifs.

Interventions extérieures

- 26 interventions dans des colloques scientifiques ou professionnels, nationaux ou internationaux.

RETOURS SUR LES PUBLICATIONS DE 2025

Drogues et addictions, chiffres clés



Cette dixième édition de *Drogues et addictions, chiffres clés* rassemble les données les plus récentes d'état des lieux sur les addictions et l'usage de substances psychoactives. Elle propose une estimation actualisée du nombre de consommateurs par produit, retrace les évolutions et les chiffres clés par produit autour de trois thèmes communs : usages, offre et réponses publiques. Chaque rubrique par produit est accompagnée d'un QR Code permettant d'accéder à des informations complémentaires sur le site de l'OFDT.

Qu'il s'agisse de la cocaïne ou de l'ecstasy/MDMA, la diffusion élargie des psychostimulants représente l'une des grandes tendances de ces dernières années : l'usage au cours de l'année (au moins une fois dans les douze derniers mois) concerne désormais 1,1 million de Français (11-75 ans) pour la cocaïne et 750 000 pour l'ecstasy/MDMA. Avec 24 millions de joueurs dans l'année contre 21 millions précédemment, les JAH connaissent une popularité croissante en France. Quant au cannabis, il demeure la drogue illégale la plus consommée, avec 900 000 usagers quotidiens.

La consommation quotidienne d'alcool (- 2,3 points depuis 2014) et de tabac (- 5,4 points sur la même période) diminue chez les Français. Cette baisse est encore plus marquée chez les jeunes de 17 ans (- 3,3 points pour l'usage régulier d'alcool et - 15,9 points pour le tabagisme quotidien par rapport à 2011), malgré la popularité croissante du vapotage (56,9 points des jeunes de 17 ans l'ont déjà expérimenté). Cette tendance généralisée à la baisse contraste avec la mortalité liée à la consommation de ces deux substances, responsables de plus de 115 000 décès par an. En 2023, 246 000 hospitalisations ont été motivées par un diagnostic lié à l'alcool, ce qui en fait la première cause d'hospitalisation en France. Le coût social du tabac est estimé à 156 milliards d'euros et celui de l'alcool à 102 milliards d'euros.

À l'exception de l'héroïne, tous les indicateurs témoignent d'une augmentation de l'offre de drogues illicites en raison de la forte croissance des niveaux de production à l'échelle mondiale. Cette offre amplifiée s'accompagne d'une concentration accrue en principe actif et d'une diversification des produits. Depuis 2008, 450 NPS ont été répertoriés en France, dont 17 au cours de la seule année 2023.

■ [Drogues et addictions, chiffres clés 2025](#), OFDT, 10 p.

Bilan 2024 sur la consommation d'alcool et ses conséquences



Ce bilan annuel offre une vue synthétique de l'offre, des usages et des conséquences sanitaires et sociales de la consommation d'alcool en France pour l'année 2024.

Cette édition met en lumière une diminution notable de 5,8 % des volumes d'alcool pur mis en vente en 2024, établis à 9,75 litres par habitant. Les vins demeurent prédominants dans les ventes, représentant plus de la moitié des boissons alcoolisées commercialisées.

Les pratiques de consommation d'alcool continuent d'évoluer : les jeunes de 16 ans enregistrent une baisse significative de leurs usages, positionnant la France parmi les pays européens les moins consommateurs selon l'enquête ESPAD 2024. Chez les adultes, l'ensemble des indicateurs d'usage diminue également, même s'ils restent élevés : plus d'un homme sur quatre a effectué au moins un épisode d'alcoolisation ponctuelle importante (API) au cours du mois en 2023.

L'année 2024 est marquée par une hausse des hospitalisations liées à l'alcool, particulièrement pour l'alcoolodépendance, alors que les intoxications aiguës poursuivent leur recul. La mortalité routière impliquant l'alcool continue de diminuer, bien que ce facteur demeure présent dans un quart des accidents mortels.

■ [La consommation d'alcool et ses conséquences en France en 2024](#), 2025, OFDT, coll. Notes, 12 p.

Bilan 2024 sur les jeux d'argent et de hasard



En 2024, le produit brut des jeux (PBJ) – la différence entre le montant des mises engagées par les joueurs et les sommes reversées au titre des gains – atteint près de 14 milliards d'euros en France, en hausse de 4,7 % par rapport à 2023. Cette croissance fait suite à une progression déjà notable de 3,5 % l'année précédente.

Tous les segments de jeu sont en hausse en 2024, à l'exception du poker en ligne et des paris hippiques en point de vente. Les paris sportifs enregistrent une envolée particulièrement significative, avec un PBJ en hausse de 14,8 %, tandis que les jeux de loterie progressent de 5,1 % en un an.

Plus de la moitié des 18-75 ans (51,6 %) déclarent avoir joué au moins une fois à un JAH en 2023, en hausse de 4,6 points par rapport à 2019. Les jeux de tirage (34,2 %) et de grattage (30,9 %) restent les plus populaires (pratiqués au moins une fois dans l'année par près d'un adulte sur trois). La dépense annuelle moyenne par adulte atteint 258 €, contre 249 € en 2023 (+ 4 %).

La part de joueurs problématiques (qui représente 4,9 % des joueurs, soit 2,5 % de la population des 18-75 ans) reste stable depuis 2019. Quant aux jeunes de 17 ans, 27,5 % d'entre eux en 2022 ont déclaré une pratique de JAH dans l'année, en baisse par rapport à 2017 (38,8 %).

Après un recul en 2023, le nombre de joueurs en ligne repart à la hausse (+ 7,7 %), représentant près de 3,9 millions de personnes en 2024. En parallèle, le nombre de comptes joueurs actifs a progressé de 11,8 %.

■ [Les jeux d'argent et de hasard en France en 2024](#), 2025, OFDT, coll. Notes, 13 p.

Bilan 2023 sur l'offre de stupéfiants en France



Dresser un état des lieux annuel de l'offre de stupéfiants est un exercice complexe dans la mesure où ce marché est par définition illicite. Après une première édition fin 2022, l'objectif de ce deuxième exercice a été de réaliser un état des lieux contextualisé, fondé sur les principaux indicateurs et données disponibles : les quantités de drogues illicites saisies sur le territoire national, les teneurs moyennes en principe actif des principaux stupéfiants (cannabis, cocaïne, héroïne, MDMA/ecstasy) et leurs prix de gros et de détail, les infractions à la législation sur les stupéfiants (ILS), le nombre d'enquêtes pour trafic de médicaments ou assimilés stupéfiants ainsi que le nombre de saisies de ces substances. Ces indicateurs sont également complétés par des informations qualitatives issues des dispositifs TREND et SINTES de l'OFDT. Ces dispositifs fournissent des informations sur la structure et l'organisation du trafic et sur les nouvelles substances qui émergent sur le marché français.

Dans un contexte marqué par une augmentation significative des niveaux de production mondiale, les changements dans l'offre de drogues en France en 2023 se distinguent par une concurrence intense entre les trafiquants et un perfectionnement des pratiques de vente et de l'organisation des réseaux de trafic. Les trafiquants utilisent divers outils numériques tant pour promouvoir leurs produits et interagir avec les clients que pour gérer leurs réseaux en interne. On note également une spécialisation et une segmentation des rôles au sein des réseaux criminels. La hausse des violences liées au trafic de drogue est due aux rivalités territoriales et à la concurrence entre groupes criminels. En 2023, les règlements de comptes ont progressé de 38 %, avec 85 décès contre 67 en 2022 et un total de 418 victimes (y compris collatérales), contre 303 l'année précédente. Parmi les 8 000 armes confisquées par la police en 2023, près de 300 étaient des armes de guerre, reflétant l'intensité de la violence associée au trafic de drogue.

En France, le marché de la cocaïne est en passe de devenir le premier marché de drogues illicites en valeur avant le cannabis et connaît une croissance rapide : en 2023, 1,1 million de Français en ont pris au moins une fois dans l'année contre 600 000 en 2017. Cette expansion s'inscrit dans un contexte d'explosion de la production mondiale grâce aux gains de productivité et l'optimisation de trafic. La position géographique de la France la rend particulièrement vulnérable à cette variation de production pour deux raisons : la France est le deuxième domaine maritime mondial avec plus de 20 000 kilomètres de frontières maritimes jouxtant trente États, avec des ports d'entrée sur le continent européen et des départements d'outre-mer proches des grandes zones de production ; les frontières terrestres de l'Hexagone font d'elle une zone de transit pour la cocaïne en provenance d'autres ports. En regard à cette disponibilité accrue, la teneur en principe actif de la cocaïne augmente, tandis que son prix stagne.

Le renforcement des mesures de sécurité portuaire en 2023 a permis de réduire le trafic et les volumes saisis au port du Havre. Cela a contribué à une baisse des saisies de cocaïne en France en 2023, qui s'élèvent à 23,2 tonnes, soit 16 % de moins qu'en 2022. Il existe des premiers éléments montrant une reprise à la hausse du nombre de saisies en 2024.

■ [L'offre de stupéfiants en France en 2023](#), 2025, OFDT, coll. Notes, 19 p.

Bilan 2022 sur les personnes prises en charge dans les centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA)



Depuis deux décennies, l'OFDT recueille et analyse les données sur les patients en CSAPA (structures médico-sociales pluridisciplinaires dédiées à la prévention et au traitement des troubles liés aux addictions). Actif depuis 2005, le dispositif d'information du Recueil commun sur les addictions et les prises en charge (RECAP) permet de décrire la file active des patients des CSAPA et son évolution au fil du temps pour répondre aux besoins des autorités publiques.

En 2022, 270 CSAPA sur 500 ont participé à l'enquête RECAP, permettant d'analyser les caractéristiques de plus de 179 000 patients, dont 49 % ont été vus pour la première fois en CSAPA en 2022.

L'étude de ces données confirme les tendances longues, déjà constatées dans des éditions antérieures.

- Les niveaux toujours bas d'adressage de la médecine de ville

La majorité des patients (47 %) consultent un CSAPA de leur propre initiative, tandis que 19 % sont adressés dans le cadre d'une orientation judiciaire. Seulement 8 % des patients sont orientés vers un CSAPA par un médecin généraliste.

- La consommation d'alcool reste le premier motif de prise en charge

En 2022, la consommation d'alcool demeure la principale cause de prise en charge et concerne près de la moitié des patients. Environ 17 % des patients ont consulté pour leur consommation de cannabis, 22 % pour la consommation d'une autre drogue illicite que le cannabis, 6 % pour le tabagisme et 5 % en raison d'une addiction sans substance (jeux d'argent, cyberdépendance, troubles alimentaires, etc.).

– Disparités démographiques en fonction du produit

Tandis que l'âge moyen des patients est de 41,2 ans, ceux pris en charge pour leur consommation de cannabis sont nettement plus jeunes (29,4 ans) et plus souvent orientés par la justice (40,6 %).

■ [Caractéristiques des personnes prises en charge dans les CSAPA en 2022](#), 2025, OFDT, coll. Notes, 20 p.

Bilan 2024 sur le tabagisme et l'arrêt du tabac

Ce bilan offre une vue synthétique de l'offre, des usages et des conséquences sanitaires et sociales de la consommation de tabac en France pour l'année 2024.



Les volumes de tabac vendus dans le réseau des buralistes ont diminué d'environ 12 % par rapport à 2023. Les départements frontaliers avec la Belgique connaissent une baisse équivalente à celle observée dans le reste du territoire national, ce qui s'explique par la hausse des prix dans ce pays, où une augmentation de 25 % a été appliquée au 1^{er} janvier 2024. Malgré la chute des volumes, le chiffre d'affaires global du tabac atteint 19,3 milliards d'euros, avec une croissance moyenne de 0,9 % par an depuis 2017, portée par la hausse des prix. À noter que, si les ventes de cigarettes et de tabac à rouler baissent nettement en 2024 comparativement à 2023 (– 12 % et – 13 % respectivement), celles des autres produits du tabac (cigares, tabac à priser, tabac à mâcher, etc.) ont progressé de 2 %.

Entre 2023 et 2024, l'utilisation de l'aide au sevrage augmente considérablement. Cela se reflète dans l'augmentation des ventes et des remboursements des traitements de substitution nicotinique (+ 10 % de ventes de traitements) ainsi que dans l'augmentation de la fréquentation des dispositifs d'aide à l'arrêt tels que les lignes d'écoute (environ 58 000 appels traités par les tabacologues de Tabac Infos Service en 2024 contre environ 55 000 en 2023). Ces changements montrent un intérêt croissant pour sortir du tabagisme, soutenu par des politiques publiques combinant notamment la hausse de prix, le soutien au sevrage et la création d'espaces de vie sans tabac.

■ [Tabagisme et arrêt du tabac en 2024](#), 2025, OFDT, coll. Notes, 19 p.

Bilan 2024 sur les traitements par agonistes opioïdes (TAO)



En 2024, le nombre total de personnes ayant eu une délivrance de TAO est estimé à 171 000 personnes. Les bénéficiaires d'un TAO en ville sont principalement des hommes (76 %) avec un âge moyen de 46,3 ans (écart-type de 10,4 ans), et cette population vieillit.

Parmi les bénéficiaires de TAO, 7,8 % ont eu un premier remboursement en ville en 2024, tandis que 67,9 % suivent un traitement continu depuis au moins huit ans.

Le Grand Est et la Bourgogne-Franche-Comté demeurent les régions où la part relative des bénéficiaires (pour 100 000 habitants âgés de 15 à 64 ans) est la plus élevée.

Les bénéficiaires d'un TAO en ville présentent des taux élevés de comorbidités physiques et psychiatriques. Par rapport à la population générale, ils sont plus fréquemment pris en charge pour une infection par le VIH et présentent un taux d'hospitalisations pour troubles liés à l'usage d'alcool plus important.

Le recueil des cas de décès liés à l'usage abusif de substances psychoactives (dispositif DRAMES du CEIP-A de Grenoble) montre que les TAO restent impliqués, seuls ou en association, dans près de la moitié des décès liés aux substances psychoactives en 2023.

■ [Traitements par agonistes opioïdes en France – bilan 2025](#), 2025, OFDT, coll. Notes, 20 p.

Comparaison des politiques publiques internationales de contrôle de l'alcool-marketing audiovisuel et numérique de l'alcool (CIPPAL-ADAM)



En 2024 et 2025, l'OFDT a coordonné une étude internationale afin de décrire comment les réglementations nationales s'efforcent d'éviter l'exposition des jeunes, en particulier les mineurs, au marketing promouvant l'alcool via les médias numériques et audiovisuels. Les six pays européens étudiés illustrent des cadres variés, ciblant plus ou moins précisément le marketing numérique. Les investigateurs ont mis en œuvre une méthodologie commune d'approches mixte, combinant, pour chaque pays, une analyse documentaire du contexte de régulation de la publicité en faveur de l'alcool, une analyse sociologique par entretien semi-directif (121 jeunes de 16 ans à 19 ans) et une enquête statistique en ligne (359 répondants de 15 ans à 21 ans). Ce recueil de données qualitatif et quantitatif visait à cerner l'exposition au marketing audiovisuel et numérique de l'alcool, perçue par les mineurs et les jeunes adultes et leur perception des systèmes de régulation existants.

Pour sa première publication sur l'étude, le partenariat CIPPAL-ADAM a fourni une comparaison synthétique des réglementations en vigueur en 2024 pour le contrôle du marketing numérique et audiovisuel de l'alcool dans six pays. Malgré des contextes culturels et politiques variables, les systèmes nationaux de contrôle du marketing de l'alcool en Finlande, en France, en Irlande, en Italie, en Lituanie et en Suisse ont en commun de viser la protection des mineurs. Ils se distinguent en la matière par leur rigueur, l'effectivité de leur application et l'existence d'une autorégulation du secteur économique.

Tous les pays étudiés sont confrontés aux défis prégnants posés par le marketing numérique, évolutif, et par les activités d'influence de l'industrie de l'alcool à l'encontre de réglementations plus strictes, mais aussi par le contournement opéré tant par le placement de produits que par le marketing mené par des marques d'alcool pour leur gamme sans alcool.

En Lituanie, l'interdiction totale de publicité en faveur de l'alcool, y compris via les sites Web et les comptes de réseaux sociaux ciblant le public lituanien, offre une très forte protection à l'égard du marketing de l'alcool. Néanmoins, le marketing alibi, qui utilise tout ou partie de l'identité d'une marque d'alcool sans la mentionner, est une menace croissante.

L'Italie et la Finlande se distinguent par des dispositions légales visant respectivement à réguler le marketing d'influence sur les réseaux sociaux et à contrer le marketing viral reposant sur le partage massif de contenus.

La loi française établit une liste restreinte de sujets et de médias autorisés pour la diffusion de la publicité en faveur de l'alcool, interdisant de facto tout ce qui n'y est pas mentionné (à l'instar de la télévision et du cinéma). Le marketing de l'alcool sur les réseaux sociaux constitue un nouveau défi.

Les lacunes dans l'application de la loi sont plus grandes lorsque l'autorégulation de l'industrie a prévalu jusqu'à ce jour, comme en Irlande, en Italie et en Suisse.

■ [Réglementation du marketing audiovisuel et numérique de l'alcool dans six pays européens, 2025](#), OFDT, coll. Notes, 18 p.

Enquête sur les représentations, opinions et perceptions sur les psychotropes (EROPP), résultats



L'édition 2023 de l'EROPP réalisée par l'OFDT depuis 1999 met en lumière les évolutions du regard porté par les Français sur les drogues. On note en particulier que la dangerosité perçue se redéfinit désormais selon les habitudes d'usages et non plus uniquement selon le statut légal du produit.

Le tabac et l'alcool sont désormais plus souvent perçus comme dangereux, y compris à faible dose. Concernant le tabac, la part des Français considérant que son usage est dangereux dès l'expérimentation a augmenté (de 22 % en 1999 à 27 % en 2023), de même que le fait de considérer son usage dangereux à partir d'une consommation occasionnelle (1 % en 1999 à 17 % en 2023). Concernant l'alcool, la part des Français considérant que son usage n'est dangereux qu'à partir d'une consommation quotidienne a diminué (de 84 % en 1999 à 71 % en 2023).

Alors que le sentiment d'être bien informé sur les drogues progressait entre 1999 et 2018, il recule en 2023, en particulier chez les femmes (passant de 71 % à 68 % chez les hommes et de 65 % à 58 % chez les femmes). Par contraste avec le tabac et l'alcool, la dangerosité perçue du cannabis diminue sensiblement, passant de 54 % en 1999 des Français qui le considèrent comme dangereux dès l'expérimentation à 38 % en 2023. En dix ans, la part des Français citant spontanément la cocaïne parmi les drogues dont ils connaissent l'existence a augmenté substantiellement, passant de 64 % en 2012 à 74 % en 2023. Les représentations concernant la cocaïne sont très différentes chez les Français qui en ont déjà consommé eux-mêmes par rapport à ceux qui n'en ont jamais consommé. Notamment, les Français en ayant déjà consommé sont 74 % (contre 22 % pour les non-expérimentateurs) à considérer que la cocaïne aide à « s'amuser et à faire la fête », près de la moitié (44 % contre 14 %) que c'est un « moyen d'améliorer ses performances » et près d'un quart qu'il est « possible de vivre normalement en consommant de la cocaïne » (24 % contre 6 %).

Concernant les politiques publiques, les Français expriment toujours une adhésion aux dispositifs de réduction des risques, notamment les haltes soins addictions (HSA, ex-salles de consommation à moindre risque). Ils sont 73 % à soutenir leur déploiement, bien que seuls 20 % en accepteraient une dans leur propre quartier. Le soutien à des mesures éducatives (rappel à la loi, stages) reste élevé (81 % et 67 % respectivement), mais les opinions sur la réponse pénale se durcissent : 35 % des Français considèrent désormais que la peine de prison est une « bonne chose » pour les usagers de cannabis, contre 23 % en 2018.

■ [Opinions et représentations des Français sur les drogues en 2023](#), 2025, OFDT, coll. Rapports, 39 p.

Usages de tabac et vapotage en population adulte, résultats de l'Enquête sur les représentations, opinions et perceptions sur les psychotropes (EROPP)



En 2023, un échantillon représentatif de 14 984 adultes âgés de 18 à 75 ans vivant en France hexagonale a été interrogé dans le cadre d'EROPP conduite par l'OFDT depuis 1999.

Entre 2021 et 2023, le tabagisme quotidien est en baisse : 23,1 % de fumeurs quotidiens en 2023 contre 25,3 % en 2021. C'est la proportion de fumeurs quotidiens la plus basse depuis la fin des années 1990. Cette baisse du tabagisme quotidien est particulièrement marquée chez les chômeurs : par rapport à 2021, la proportion de fumeurs quotidiens parmi les personnes au chômage a baissé de dix points (45,8 % vers 35,7 %). Par ailleurs, les personnes sans diplôme et ceux ayant un diplôme inférieur au baccalauréat présentent un niveau d'usage quotidien du tabac nettement plus élevé (28,9 %) que celles déclarant un diplôme supérieur au baccalauréat (16,6 %). Les hommes restent plus souvent fumeurs quotidiens que les femmes (25,4 % vs 20,9 %).

Concernant le vapotage, la proportion d'adultes déclarant avoir déjà vapoté au cours de leur vie a presque doublé en neuf ans, passant de 25,7 % en 2014 à 41,8 %. En 2023, le vapotage actuel concerne 8,3 % des 18-75 ans, et il s'agit le plus souvent d'un usage quotidien (6,1 % des 18-75 ans) qui touche toutes les catégories de la population française adulte. Les hommes sont plus souvent vapoteurs quotidiens que les femmes (6,8 % vs 5,4 %).

Quatre régions se distinguent concernant le pourcentage de fumeurs quotidiens : l'Île-de-France et la Bretagne, où le tabagisme quotidien est le plus faible de France hexagonale (respectivement 19,6 % et 19,5 %), et les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) et Bourgogne-Franche-Comté, qui, à l'inverse, affichent les taux les plus élevés (respectivement 26,5 % et 26,8 %). En 2021, l'Île-de-France et la PACA se distinguaient déjà par leur niveau de tabagisme quotidien par rapport aux autres régions de l'Hexagone : plus faible pour l'Île-de-France et plus élevé pour la PACA. En 2023, le vapotage quotidien est plus courant dans deux régions de France hexagonale : la Bretagne et la Normandie (respectivement 8,5 % et 8,1 %). Cette spécificité de la Bretagne avait déjà été observée en 2021.

S'il existe des spécificités régionales, les facteurs possiblement explicatifs sont multiples. Ces derniers peuvent être d'ordre culturel (représentation des usages), socio-économiques (conditions de vie, modalités d'approvisionnement) ou encore liés aux politiques de lutte et de prévention du tabagisme mises en œuvre au niveau local.

■ [Tabagisme et vapotage parmi les 18-75 ans en 2023](#), *Tendances* n° 168, 8 p.

Usages de substances psychoactives à 17 ans dans les outre-mer en 2023, résultats de l'Enquête sur la santé et les comportements lors de l'appel de préparation à la défense (ESCAPAD)



En 2023, l'enquête ESCAPAD menée par l'OFDT a interrogé 2 869 jeunes de 17 ans en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, à La Réunion, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française. Les résultats confirment des niveaux d'usage de substances psychoactives souvent inférieurs à ceux observés en France hexagonale, tout en mettant en lumière des spécificités territoriales marquées.

Dans la majorité des territoires ultramarins, les jeunes de 17 ans consomment moins de tabac et d'alcool que leurs homologues de France hexagonale. Le taux le plus bas de tabagisme quotidien est enregistré en Guadeloupe (5,0 % contre 15,6 % en métropole).

La Nouvelle-Calédonie fait exception, avec un niveau de tabagisme quotidien à 17 ans de 24,6 %. L'usage régulier d'alcool y est supérieur à la France hexagonale (11,2 % contre 7,2 %) et en hausse constante depuis 2017. Les API répétées (\geq trois épisodes dans le mois de consommations d'au moins cinq verres d'alcool en une occasion) y sont également très fréquentes (30,2 %, contre 13,6 % en France hexagonale), tout comme en Polynésie française (22,8 %).

Trois territoires se distinguent par un usage régulier de cannabis plus élevé qu'en métropole : La Réunion, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie. À l'inverse, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane affichent des niveaux plus faibles, en recul depuis plusieurs années, comme dans l'Hexagone.

S'agissant des autres substances illicites, La Réunion se démarque par des niveaux d'expérimentation de cocaïne et d'ecstasy/MDMA supérieurs à la moyenne nationale. De même, en Guyane, l'expérimentation du crack atteint 1,3 %, soit plus du triple du niveau observé dans l'Hexagone (0,4 %).

Depuis vingt ans, les écarts entre les outre-mer et la France hexagonale restent relativement stables. La plupart des territoires suivent des dynamiques similaires à celles de l'Hexagone. Seuls les territoires du Pacifique (Nouvelle-Calédonie et Polynésie) présentent des usages durablement élevés, voire en progression sur certains indicateurs. Cette tendance est particulièrement marquée chez les filles, ce qui appelle une vigilance renforcée en matière de prévention, d'accompagnement et de réduction des risques.

■ [Usages de substances psychoactives à 17 ans dans les outre-mer \(ESCAPAD 2023\)](#), 2025, OFDT, coll. Notes, 19 p.

Les usages de drogues en Europe à 16 ans en 2024 – Résultats de l'enquête European School Survey Project on Alcohol and other Drugs (ESPAD)



Réalisée tous les quatre ans, l'enquête ESPAD vise à suivre les comportements à risque des adolescents de 16 ans en Europe, et plus particulièrement leurs usages de substances psychoactives. L'édition 2024 s'est déroulée entre avril et juin auprès d'un échantillon représentatif de 113 882 jeunes interrogés dans 37 pays, dont 3 376 en France.

Les résultats montrent que la France se situe désormais en dessous de la moyenne européenne pour l'ensemble des indicateurs d'usage, enregistrant une baisse des consommations de drogues parmi les plus marquées du continent au cours de la dernière décennie (entre 2015 et 2024).

L'initiation au tabac a significativement reculé en France, plus rapidement que dans la plupart des pays européens. En 2024, un cinquième des jeunes Français de 16 ans a déjà expérimenté le tabac (20 %), un des niveaux les plus faibles d'Europe. En dix ans, la part des adolescents de 16 ans fumant tous les jours des cigarettes a été divisée par cinq, passant d'environ 16 % en 2015 à 3,1 % en 2024, ce qui place la France parmi les pays européens comptant le moins de fumeurs quotidiens à l'adolescence, aux côtés d'une dizaine de pays, principalement nordiques, où la prévalence est inférieure à 5 %.

À 16 ans, sept jeunes Français sur dix (68 %) ont expérimenté l'alcool (67 % des garçons, 70 % des filles, les jeunes filles étant désormais plus nombreuses à expérimenter que les garçons) alors que, dans deux tiers des pays participants, la moyenne dépasse 70 %. Bien que ces niveaux d'expérimentation soient élevés, de même que la fréquence des API (22 % en France et 30 % dans la moitié des pays participants), la France figure dans le tiers des pays européens affichant la plus faible consommation de boissons alcoolisées.

Alors que la France a longtemps compté parmi les pays les plus consommateurs de cannabis, l'expérimentation de ce produit à l'adolescence connaît une baisse spectaculaire en 2024 : l'initiation au cannabis a été divisée par trois en dix ans, passant de 31 % des jeunes de 16 ans en 2015 à 8,4 % en 2024. Cette tendance à la baisse en France apparaît d'autant plus significative qu'elle contraste avec la stabilité observée dans de nombreux pays européens. L'usage de cannabis au cours du mois suit la même tendance, passant de 17 % à 4,3 % durant cette période – son niveau le plus bas depuis vingt-cinq ans. La France compte désormais parmi les pays où les jeunes de 16 ans consomment le moins de cannabis.

■ [Les usages de drogues en Europe à 16 ans – Résultats ESPAD 2024](#), *Tendances*, n° 169, 8 p.

Enquête sur les trajectoires d'usages et parcours de soin : regards croisés des professionnels et des usagers d'alcool (TUPSALCO)



L'alcool demeure la drogue la plus consommée en France, avec huit millions de personnes qui en usent au moins trois fois par semaine. Les troubles liés à l'usage d'alcool représentent la moitié des prises en charge dans les structures de soins spécialisés en addictologie et en réduction des risques, avec 595 000 hospitalisations dont le diagnostic principal est lié à l'alcool, en 2023. Afin de mieux décrire les stratégies de prise en charge, l'OFDT a mené, entre 2022 et 2024, une étude en plusieurs volets consacrée aux trajectoires de consommation et le recours aux soins liés à l'alcool (TUPSALCO) visant, notamment à comparer les perspectives des professionnels et des patients.

Le premier volet est consacré à l'analyse des récits de trente-trois patients recrutés dans des espaces de soins : microstructures médicales addictions, services d'hospitalisation pour sevrage, services médicaux et de réadaptation (SMR) ou hôpitaux de jour (HDJ). Ils ont été interrogés rétrospectivement sur leur parcours de consommation, leur expérience avec les différents dispositifs de soins (médecine générale, soins spécialisés, psychiatrie, hôpital général) ainsi que sur leur perception de l'accompagnement reçu.

Ces entretiens qualitatifs livrent des informations précieuses sur l'expérience et la perception des patients concernant l'implication de la médecine de ville, de la médecine du travail, du secteur médico-social et du monde hospitalier dans la gestion de la dépendance et ils mettent en lumière la complexité des parcours de soins. Ainsi, le médecin traitant et les CSAPA constituent des repères durables bien identifiés par les patients, car ce sont eux qui orientent le plus souvent vers l'hospitalisation pour sevrage, avant les médecins du travail et les services d'urgence. L'hospitalisation est par ailleurs appréhendée comme un temps de mise à distance de l'alcool, omniprésent dans la vie en société. Les entretiens témoignent néanmoins de la diversité des appuis pour se détacher de l'alcool, dont la participation aux groupes d'auto-support, certains ateliers collectifs et, de manière générale, la diversification d'activités.

Enfin, elle révèle des parcours personnels complexes, invitant à réviser la notion de « sortie d'une addiction », encore communément envisagée comme une entrée dans l'abstinence promue par les usagers eux-mêmes, sans toutefois réussir à la maintenir. La « sortie » apparaît alors, pour beaucoup d'entre eux, comme un processus à l'issue incertaine.

■ [Se détacher de l'alcool : expériences d'usagers recourant aux soins](#), *Tendances* n° 167, 9 p.

Le second volet se penche sur les pratiques en vigueur dans les dispositifs dits de prise en charge intensive : services d'hospitalisation pour sevrage, soins médicaux et de réadaptation en addictologie (SMRA) et hôpitaux de jour en addictologie (HDJA).

Il apparaît que, dans ces établissements, les séquences de soins sont élaborées en continuité avec le socle commun d'interventions médicales, psychologiques et sociales, en accord avec les recommandations des textes réglementaires. Ces services, à visée principalement curative, sont insérés dans un maillage socio-sanitaire plus large qui assure le relais après la sortie des patients. L'étude révèle aussi que les conceptions de l'addiction influencent fortement les pratiques professionnelles.

Deux grandes orientations coexistent : une approche neurobiologique, dominante, qui insiste sur la chronicité du trouble et une approche psychodynamique, centrée sur les dimensions psychologiques et sociales. Bien que ces approches soient complémentaires, les pratiques observées tendent à s'aligner prioritairement sur l'une ou l'autre selon la sensibilité théorique des équipes.

Enfin, une des limites des dispositifs étudiés concerne la prise en charge des patients en grande précarité ou atteints de troubles psychiatriques sévères.

■ [Les prises en charge intensives de personnes avec un trouble de l'usage de l'alcool sévère](#), 2025, OFDT, coll. Notes, 20 p.

Évolution des marchés des drogues illicites en France métropolitaine



Cette recherche estime les volumes et valeurs générés par le marché des drogues illicites en France entre 2010 et 2023, à partir d'enquêtes épidémiologiques représentatives de la population générale de l'OFDT estimant les consommations (parmi les adultes – EROPP – et parmi les adolescents – ESCAPAD).

Un marché en forte expansion (+ 189 %) entre 2010 et 2023 : en 2023, le marché français des drogues illicites (hors outre-mer) est évalué à 6,8 milliards d'euros en moyenne (fourchette comprise entre 3,8 et 9,7 milliards d'euros) contre 2,3 milliards en 2010 et 4,4 milliards en 2017.

Deux substances dominent le marché des stupéfiants en valeur : en 2023, cannabis et cocaïne génèrent à eux seuls près de 90 % du chiffre d'affaires total.

Le marché de la cocaïne a dépassé en valeur le marché du cannabis : avec 3,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires moyen estimé, le marché de la cocaïne dépasse celui du cannabis (2,7 milliards d'euros), malgré des volumes consommés très inférieurs (47 tonnes contre 397 tonnes).

Le cannabis demeure le premier marché en volume : le marché du cannabis se stabilise (+ 2,3 % depuis 2017) à l'image des tendances de consommation.

Le marché des autres psychostimulants est en forte croissance : depuis 2010, le marché de l'ecstasy/MDMA a progressé de + 637 % et celui des amphétamines de + 470 %.

Ces évolutions traduisent des dynamiques multiples : évolution des prix et des puretés des stupéfiants, diversification des contextes de consommation, intensification des flux internationaux, structuration des circuits de distribution, ainsi que des stratégies commerciales de plus en plus sophistiquées. La progression du chiffre d'affaires des stupéfiants ne reflète donc pas uniquement une hausse des volumes consommés, mais aussi une reconfiguration de l'offre, marquée par la place croissante des drogues les plus lucratives, comme la cocaïne.

■ [Taille des marchés des drogues illicites en France \(2010-2023\)](#), 2025, OFDT, coll. Notes, 20 p.

Précurseurs chimiques de drogues



La production de drogues de synthèse (MDMA, méthamphétamine, cathinones, cannabinoïdes, opioïdes de synthèse, etc.) et semi-synthétiques (cocaïne et héroïne) connaît une forte hausse en France et en Europe. La production de ces drogues nécessite le recours à des précurseurs, substances chimiques dont une majorité est légalement utilisée dans l'industrie (parfumerie, chimie, pharmacie, agroalimentaire), mais dont une partie est détournée à des fins illicites. Dans ce contexte, la régulation des précurseurs constitue un sujet primordial dans la lutte contre le trafic de stupéfiants.

Face à l'essor du phénomène, l'enjeu d'un contrôle des précurseurs, transcrit relativement récemment dans le droit français, prend la forme d'actions centrées sur la surveillance des flux légaux de produits chimiques potentiellement utilisés comme précurseurs. Ce rapport décrit les contours et les enjeux du phénomène des précurseurs chimiques de drogues (51 substances classifiées aujourd'hui au niveau international), détaille la réglementation en vigueur et pointe les défis de régulation de ces substances autorisées, mais sous contrôle.

■ [Les précurseurs chimiques de drogues : enjeux et défis de régulation d'un marché en essor](#), 2025, OFDT, coll. Rapports, 58 p.

Projet d'observation des usages de drogues en outre-mer (OUDOM)



Lancé en 2022 pour combler le déficit de connaissances sur les usages de drogues dans les territoires ultramarins, le projet OUDOM mène des états des lieux qualitatifs des situations en Martinique, en Guyane, en Guadeloupe et à Mayotte. À la demande des acteurs locaux, le projet OUDOM a également été étendu aux îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy.

L'étude de terrain qualitative en Guyane a été menée conjointement avec le coordinateur de l'Association guyanaise de réduction des risques (AGRRR). Un total de 51 entretiens semi-directifs individuels ou collectifs ont été effectués entre juillet 2024 et janvier 2025 auprès de 64 interlocuteurs. Parmi ceux-ci, 28 entretiens ont été réalisés auprès de 37 professionnels intervenant dans diverses structures de soins en addictologie et de réduction des risques et des

dommages (RdRD) liée à l'usage de drogue. L'étude confirme la place centrale de la Guyane comme maillon stratégique du trafic sud-américain de cocaïne vers l'Europe. Aux acheminements directs vers la France s'ajoutent des filières de plus en plus actives via les Antilles. Malgré les contrôles renforcés à l'aéroport de Cayenne depuis 2022, les réseaux affinent leurs stratégies pour contourner ces dispositifs.

La forte circulation de cocaïne liée au trafic international alimente en Guyane une offre locale abondante et à bas prix. Elle s'y vend deux à trois fois moins cher qu'en métropole. Il s'agit d'un des seuls territoires français, avec le Nord-Est parisien, la Martinique et la Guadeloupe, dans lequel la forme basée de cocaïne (crack) est également disponible à la vente. Le cannabis, majoritairement sous forme d'herbe, est largement accessible grâce à une production locale et à des importations depuis les pays voisins. Le marché de la résine, quant à lui, se développe via un trafic en provenance du Maroc, parfois en lien avec des échanges contre de la cocaïne. Enfin, on observe une structuration croissante du trafic de MDMA depuis le Suriname, aussi bien sous forme cristalline qu'en comprimé et, également depuis peu, sous forme liquide, dite « Pikachu ». Ce produit très concentré et ciblant les adolescents inquiète en raison des risques importants pour la santé. Plusieurs cas graves ayant conduit à des hospitalisations ont été recensés en 2024-2025 dans l'Ouest guyanais.

Les usages observés en Guyane varient selon les profils socioprofessionnels. Comme en métropole, la cocaïne chlorhydrate concerne surtout un public inséré, souvent originaire de l'Hexagone. Pour certains, l'arrivée en Guyane marque le début de la consommation, favorisée par le faible coût, l'accessibilité et la présence du produit dans certains cercles sociaux. À l'inverse, la cocaïne basée touche des personnes en grande précarité, confrontées à l'instabilité financière et au manque d'hébergement.

En Guyane, l'offre en addictologie s'appuie sur des structures spécialisées (CAARUD, CSAPA, etc.), mais l'absence de dispositifs généralistes pour répondre aux besoins essentiels (hébergement, insertion) freine le suivi durable des publics les plus précaires.

■ [Drogues et conduites addictives en Guyane en 2024](#), 2025, OFDT, coll. Rapports, 32 p.

Le projet OUDOM offre des résultats inédits sur les pratiques d'usage de substances psychoactives, ainsi que sur le trafic local de ces substances, à Saint-Martin et Saint-Barthélemy. En plus des usagers, les auteurs de l'étude ont interrogé des représentants des forces de l'ordre et des professionnels du secteur socio-sanitaire.

Le trafic local à Saint-Martin, avec ses points de vente identifiés, se développe de plus en plus selon des modèles de groupes criminels structurés et avec des connexions au niveau international. À Saint-Barthélemy, le même type de points de vente identifiés existe, mais les modalités d'approvisionnement des touristes fortunés sont plus difficiles à observer.

Dans les deux collectivités, les usages de cannabis s'avèrent relativement répandus, sous forme d'herbe bien plus que de résine, et avec un approvisionnement par le biais de l'importation. Si qualité et tarifs varient, ces derniers sont généralement supérieurs aux tarifs hexagonaux.

C'est l'inverse pour la cocaïne, dont les prix sur les deux îles sont bien inférieurs à ceux observés dans l'Hexagone, alors que la teneur en principe actif y est supérieure. Ces deux caractéristiques favorisent la popularité de cette substance à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, tout comme la culture festive et la facilité d'approvisionnement. Les saisonniers forment un public particulièrement touché. La consommation de crack, elle, ne concerne que des publics très précaires.

Côté prise en charge, l'offre est particulièrement limitée : il n'existe qu'un seul CSAPA, situé à Saint-Martin.

■ [Drogues et conduites addictives à Saint-Martin et Saint-Barthélemy](#), *Tendances* n° 171, 8 p.

Revue *Drogues, enjeux internationaux* (DEI)



Depuis 2011, l'OFDT développe la revue *Drogues, enjeux internationaux*, publication annuelle des résultats d'une recherche universitaire menée sur un terrain étranger. Pour son 18^e numéro, la revue s'est intéressée au retour d'expérience des essais pilotes de vente légale du cannabis en Suisse.

Ce numéro porte sur l'approche expérimentale développée en Suisse à l'égard du cannabis. Il a été rédigé par un chercheur directement impliqué dans le développement et la mise en œuvre de cette expérience, à travers la conduite d'un essai pilote de vente de cannabis ainsi que d'autres travaux de recherche et d'expertise liés à ce sujet.

Le texte présente les processus politiques qui ont permis que des essais pilotes de vente de cannabis puissent avoir lieu et les règles politico-administratives qui leur ont été fixées. Il introduit ensuite les sept essais en cours et aborde leurs différences. L'un d'entre eux – celui dans lequel est impliqué l'auteur – est présenté plus en détail pour illustrer les connaissances que de telles expérimentations peuvent produire. Finalement, un projet de loi sur le cannabis rédigé par le Parlement suisse est brièvement présenté. Il pourrait faire de la Suisse le premier pays d'Europe à mettre en place un marché du cannabis régulé.

■ [Réformer par l'expérimentation : la Suisse et le cannabis](#), *Drogues, enjeux internationaux* n° 18, 8 p.

Réglementation de la publicité en faveur des jeux d'argent en France

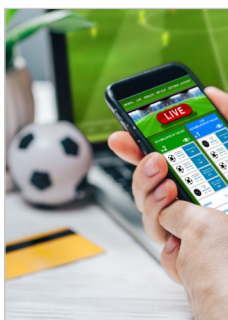


Les JAH sont décrits par le législateur comme un marché non ordinaire, justifiant de protéger les mineurs et les joueurs excessifs. Les principaux leviers de prévention à l'égard de ces publics résident dans l'interdiction de vente et de publicité à l'égard des mineurs ainsi que des limitations dans ces domaines en ce qui concerne les joueurs excessifs.

L'OFDT a publié une note synthétisant le cadre légal régulant la publicité en matière de JAH, en vigueur en 2024, afin de protéger la population française du jeu excessif. Elle rappelle dans un premier temps les grands axes préventifs définis par le législateur dans cette finalité de protection des publics vulnérables, avant de dresser un tableau des dispositions particulières applicables aux communications commerciales des opérateurs de jeux. Le propos est centré sur le contrôle de la publicité et, dans une volonté de synthèse, n'aborde pas les autres formes du vaste champ du marketing, telles que le sponsoring ou les promotions pécuniaires. La note décrit enfin le rôle des instances de contrôle de ce cadre réglementaire et les recommandations adressées aux professionnels du secteur des JAH, y compris par les acteurs de l'autorégulation. Cette note a constitué un préalable nécessaire à la réalisation d'une analyse qualitative du contenu d'un corpus de publicités en faveur des paris sportifs (voir ci-dessous).

■ [Réglementation de la publicité en faveur des jeux d'argent en France, en 2024](#), 2025, OFDT, coll. Notes, 14 p.

Contenus des publicités sur les paris sportifs en ligne en France, entre 2014 et 2024



De février à juillet 2024, l'OFDT a mené une étude originale, rétrospective sur les dix dernières années, portant sur les publicités déployées, sur Internet et dans l'espace physique, par quatre grands opérateurs de paris sportifs en ligne : Betclik®, Unibet®, ParionsSport® et Winamax®. Cette étude a eu pour objectif d'identifier les thèmes exploités par ce type de publicités et de les mettre en perspective avec les restrictions et recommandations réglementaires nationales. D'autres descripteurs identifiés comme potentiellement incitatifs dans la littérature scientifique internationale ont été considérés. Seules les publicités ont été étudiées à l'exclusion des autres techniques de marketing, les gratifications financières n'ayant été analysées qu'en tant qu'éléments visuels des publicités. Circonscrite à l'analyse qualitative des communications commerciales en faveur des JAH, l'étude ne s'attache donc pas à évaluer les

ressorts de la diffusion de ces publicités chez les acteurs privés ou publics concernés. Elle s'inscrit dans un champ d'étude nouveau de l'OFDT visant à mieux cerner les ressorts des paris sportifs – les motivations intrinsèques et les incitations environnementales – plus particulièrement chez les publics jeunes et les joueurs ayant des pratiques problématiques.

Ainsi, 124 publicités ont été collectées sur Internet sur la période 2014-2024 ainsi que dans l'espace urbain parisien. L'analyse de ces publicités montre qu'elles exploitent parfois la subjectivité du périmètre des sujets interdits, y compris après 2020.

En effet, de nombreux codes graphiques ou références utilisés par les communications commerciales en faveur des paris sportifs peuvent rappeler des thèmes prisés par les mineurs. À ce titre, certaines d'entre elles mobilisent des personnages de jeux vidéo, de bandes dessinées, d'animés voire de dessins animés. En outre, la représentation de mineurs a été identifiée dans plusieurs publicités collectées.

L'incitation à une pratique de jeu que l'on peut qualifier d'excessive, car présentée comme répétée et faisant fi des risques, a été mise en lumière pour 17 publicités sur les 124. La promesse d'une gratification sociale par le jeu est souvent véhiculée, notamment à travers l'évocation d'une possible ascension sociale.

■ [Contenus des publicités sur les paris sportifs en ligne en France, entre 2014 et 2024](#), 2025, OFDT, coll. Notes, 16 p.

Système d'identification national des toxiques et des substances (SINTES)



SINTES recueille des informations sur la composition chimique des produits circulants, piloté par l'OFDT. Il permet la collecte de produits auprès d'utilisateurs fréquentant des structures d'accueil en addictologie ou d'autres structures médico-sociales. Les produits sont ensuite analysés en laboratoire.

Le dispositif centre son activité sur l'analyse des échantillons provoquant des effets indésirables, présentant une composition nouvelle, voire inhabituelle, ou dont la composition n'a pu être identifiée par les dispositifs d'analyse pour la RdRD. Il permet la remontée d'informations rapide, afin de prévenir les usagers, les professionnels de terrain ainsi que les pouvoirs publics de la composition de ces échantillons particuliers. Il s'appuie pour cela sur un réseau de coordinations locales implantées dans des agglomérations métropolitaines et ultramarines.

L'ensemble des modifications du dispositif et de son environnement justifie d'actualiser le guide méthodologique consacré à SINTES dont la dernière édition datait de 2021.

Le guide évoque la réaffirmation du rôle de SINTES dans la procédure Signal Drogues, révisée en 2024-2025. Cette dernière prévoit une transmission plus structurée des données vers les autorités

sanitaires et clarifie l'articulation entre veille et gestion des signaux. Il intègre aussi les nouvelles obligations de remontée d'informations et d'alertes européennes. Depuis 2024, SINTES contribue désormais à trois dispositifs européens : EWS (*Early Warning System*, déjà existant), EDAS (*European Drug Alert System*, nouveau) et *Network of Labs* (réseau européen de laboratoires).

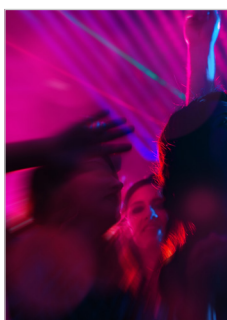
L'évolution la plus structurante par rapport à l'édition précédente porte sur les implications du déploiement d'une nouvelle application SINTES entièrement dématérialisée, accessible sur smartphone, tablette et ordinateur. Elle permet un suivi en temps réel de l'état d'avancement des échantillons, un accès direct des collecteurs aux résultats d'analyse et la dématérialisation de la carte SINTES.

Sont également proposés des descriptions clarifiées des motifs de collecte SINTES (produit nouveau, effets inattendus, produit non reconnu, veille active) et des protocoles de collecte avec, notamment, une description précise de la double collecte pour SINTES et la RdRD. Enfin sont aussi évoqués le renforcement des capacités analytiques avec l'élargissement du réseau de laboratoires partenaires, la réduction des délais d'analyse visée, l'intégration explicite de techniques analytiques avancées dans un contexte de multiplication des NPS et la diffusion de standards analytiques européens dans le cadre de *Network of Labs*.

Ainsi, dans une première partie, cette nouvelle édition expose le contexte, les objectifs et le cadre légal du dispositif SINTES, ainsi que son fonctionnement et son organisation. Dans une deuxième partie, il décrit la méthodologie de collecte et d'analyse des produits ainsi que le rendu des résultats. Ce guide est par ailleurs complété par des outils pratiques d'accompagnement pour les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du dispositif sur leur territoire. Ces outils sont disponibles dans la nouvelle application de gestion de SINTES.

■ [Guide méthodologique du dispositif SINTES](#), 2025, OFDT, coll. Rapports, 25 p.

Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND)



Le dispositif TREND assure depuis 1999 une veille sur les évolutions et les phénomènes émergents dans le champ des usages et des trafics de drogues. Les observations se focalisent sur les populations particulièrement consommatrices et s'appuient sur un réseau de coordinations implantées à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse et sur l'île de La Réunion, lesquelles mettent en œuvre des méthodes qualitatives (observations, entretiens auprès d'usagers de drogues, d'intervenants du secteur socio-sanitaire et de l'application de la loi, etc.). Deux espaces particulièrement concernés par les usages de produits psychoactifs sont investigués : l'espace de la marginalité urbaine (rues, squats, zones de deal, etc.) et l'espace festif techno regroupant la scène alternative (*free parties*) et commerciale (clubs, bars, festivals).

Concernant l'offre de drogues et les trafics, le dispositif TREND montre que l'utilisation des réseaux sociaux par les trafiquants s'est généralisée. En 2024, l'annonce de contrôles sur Telegram a entraîné la migration de nombreux comptes tenus par les trafiquants vers d'autres applications et messageries instantanées. Le dispositif TREND porte une attention particulière aux conséquences de l'effondrement de la production mondiale d'héroïne. Mais, en 2024, la disponibilité de cette substance ne faiblit pas dans l'Hexagone et les perturbations de l'offre restent limitées.

Les conditions de vie et la santé des personnes usagères de drogues en grande précarité continuent de se dégrader du fait d'une multiplicité de facteurs. Les consommations de cocaïne basée occupent toujours une place centrale dans les polyconsommations au détriment des opioïdes.

Parmi les personnes pratiquant le *chemsex*, on observe chez certaines une précarisation de leur situation sociale et des difficultés importantes d'accès aux soins malgré une offre sanitaire spécialisée qui s'étoffe, mais qui demeure limitée.

Parmi les autres tendances observées en 2024, la diffusion des cannabinoïdes de synthèse apparaît protéiforme. Ces substances, consommées par des personnes aux profils différents, parfois à leur insu, sont utilisées aussi en substitution ou en adultération à d'autres substances.

- [Substances psychoactives, usagers et marchés : tendances en 2024](#), *Tendances* n° 170, 9 p.
- Chacune des neuf coordinations produit annuellement un rapport de synthèse sur la situation régionale sur l'[île de La Réunion](#), à [Bordeaux et en Nouvelle-Aquitaine](#), à [Lille et dans les Hauts-de-France](#), à [Lyon et en Auvergne-Rhône-Alpes](#), à [Marseille et en Provence-Alpes-Côte d'Azur](#), à [Metz et dans le Grand Est](#), à [Paris et en Île-de-France](#), à [Rennes et en Bretagne](#), à [Toulouse, Montpellier et Perpignan](#).

Le dispositif TREND a également actualisé les connaissances sur les usages illicites de kétamine. Substance aux propriétés hallucinogènes et dissociatives, la kétamine, synthétisée pour la première fois dans les années 1960 et utilisée en médecine pour ses effets anesthésiques, apparaît dans les usages festifs français à la fin des années 1990, portée par le mouvement techno alternatif. Sa consommation reste marginale en population générale, y compris chez les jeunes, comparée à celle d'autres produits tels que la MDMA ou la cocaïne. Ainsi, en 2023, en France, 2,6 % des adultes âgés de 18 à 64 ans avaient expérimenté la kétamine et 0,6 % en avait fait usage dans l'année précédant l'enquête.

Depuis les années 2010, les observations menées par le dispositif TREND révèlent toutefois une diffusion progressive de la kétamine auprès de publics plus variés sur le plan socioculturel, mais déjà familiers des usages de drogues. Cette expansion s'accompagne d'un changement de représentation : longtemps perçue comme une substance dangereuse, notamment en raison de son usage en médecine vétérinaire et de l'intensité de ses effets, la kétamine est désormais associée à une diversité de fonctions que lui assignent les usagers telles que la recherche d'hallucination, d'effets stimulants, le soulagement de souffrances psychiques ou physiques, la gestion d'autres usages problématiques comme l'alcool, les opioïdes ou les médicaments psychotropes. Les contextes de consommation se diversifient également : événements festifs variés (clubs, festivals, etc.), consommations solitaires ou *chemsex*.

Parallèlement, la disponibilité du produit s'accroît : baisse des prix, multiplication des réseaux d'approvisionnement et meilleure accessibilité ont favorisé une diffusion plus large. Ce processus de diffusion n'est pas sans rappeler celui des cathinones, initialement cantonnées au *chemsex*, et dont l'usage s'est progressivement étendu à des publics plus diversifiés au cours des années 2020.

Au-delà de la dépendance, les observations les plus récentes mettent en évidence des dommages importants sur la santé, notamment des troubles urinaires ou néphrologiques, chez les usagers réguliers. Ces évolutions soulèvent des enjeux de santé publique : approfondir la connaissance de ces pratiques, adapter les stratégies de prévention et de réduction des risques et former les professionnels à ces usages.

- [Kétamine : tendances récentes en matière d'offre et de consommation](#), 2025, OFDT, coll. Notes, 13 p.

VALORISATION DES TRAVAUX ET DE L'EXPERTISE DE L'OFDT

En 2025, l'OFDT a mis en ligne 25 publications :

- Dans sa série Tendances :
 - 5 numéros de la publication *Tendances*
 - l'actualisation de *Drogues et addictions, chiffres clés*
 - le 18^e numéro de la collection *Drogues, enjeux internationaux*
- Dans sa série Notes :
 - 8 notes de bilan
 - 4 notes de résultats
 - 1 note de méthode
- Dans sa série Rapports :
 - 4 rapports d'étude et recherche ;
 - 1 série de 9 rapports de sites TREND

Stratégie de communication

En 2025, l'OFDT a poursuivi sa stratégie de communication en français et en anglais, en visant une valorisation sur les réseaux sociaux, sur le site Internet et auprès de la presse.

Les newsletters de l'OFDT

L'OFDT informe le public de son activité et de ses publications à travers deux lettres électroniques en français et en anglais, *Lettre Actu* et *OFDT's latest*.

En 2025, douze lettres en français et trois en anglais ont été envoyées.

L'évolution du nombre d'abonnés pour la *Lettre Actu* en fin d'année est positive avec 5 004 abonnés contre 4 722 en 2024. En ce qui concerne *OFDT's latest*, le bond est important, avec 2 004 abonnés en 2025 contre 1 641 en 2024.

Les réseaux sociaux

L'OFDT est présent sur les réseaux sociaux à travers un compte LinkedIn (7 120 abonnés) (+ 1 035), X (4 552 abonnés) (- 159) et des pages Facebook (3 577 abonnés) (- 48) et YouTube (673 abonnés) (+ 227). Le nombre d'abonnés se maintient donc sur X et Facebook et augmente sur LinkedIn et YouTube. Un compte Bluesky a été créé pour expérimentation fin 2025, afin de voir si les utilisateurs ayant quitté X se retrouvent sur cette autre plateforme. Les objectifs pour 2026 sont le développement de la stratégie de communication sur les réseaux sociaux déjà existants de l'OFDT et la création d'un compte Instagram.

L'ensemble des publications de l'OFDT est relayé sur les réseaux sociaux.

Relations médias

L'OFDT est régulièrement sollicité par les médias, sur les sujets d'actualité et ses enquêtes. Depuis le dernier trimestre de l'année 2024, l'OFDT accompagne systématiquement toutes ses publications de communiqués de presse et d'un relais sur les réseaux sociaux et dans la *Lettre Actu*.

Dix-sept communiqués de presse ont été diffusés en 2025, contre treize en 2024. Depuis le mois de juin 2024, les communiqués de presse sont diffusés via un logiciel de mailing, ce qui permet désormais de disposer de statistiques supplémentaires pour affiner l'appréciation de leur impact, ainsi que de se mettre en conformité avec la législation en matière de gestion de données personnelles.

En 2025, six publications de l'OFDT ont fait l'objet d'une dépêche de l'Agence France Presse, et trois d'une dépêche de l'agence de presse spécialisée APM International.

L'OFDT a répondu à 228 demandes presse entrantes en 2025, contre 308 l'année précédente (soit - 26 %), et accordé 53 interviews contre 69 en 2024 (2024) (soit une baisse de 23 %), ayant donné lieu à 64 parutions.

La gamme des sujets à propos desquels l'OFDT est sollicité est étendue et concerne les substances licites et illicites, les consommations, les marchés ou encore la régulation. En 2025, une part importante des demandes ont porté sur la hausse de la consommation de la cocaïne, les usages de drogues dans le cadre du travail et chez les jeunes, les trafics de drogues ainsi que le tabagisme (en particulier à l'occasion de la journée sans tabac du 31 mai).

Les vidéos courtes (« 3 minutes sur » et « Focus sur »)

Dans le cadre de la stratégie de communication de l'OFDT et en complément des canaux de diffusion évoqués ci-dessus, un format vidéo de décryptage d'un sujet en trois minutes a été développé depuis 2022. Ce format, plus incisif et accessible, permet d'élargir les cibles de l'OFDT au grand public, aux acteurs non experts en addictologie (décideurs publics, professionnels) et de prendre la parole sur certains sujets sans passer par la presse. Il permet de valoriser le travail de l'OFDT en tant qu'institution et de ses membres (par exemple : « 3 minutes sur le REITOX »), et de décrypter certains sujets sensibles ou surreprésentés dans le paysage médiatique.

Trois interviews ont été réalisées en 2025.

- « 3 minutes sur l'expansion de l'offre de cocaïne » (réalisation complète en interne OFDT) Yasmine Salhi, chargée d'études à l'OFDT, analyse l'évolution du marché de la cocaïne en France.
- « 3 minutes sur l'évolution du marché des drogues » (réalisation LMZ Prod avec un tournage sur site).

Christian Ben Lakhdar et Sophie Massin (professeurs d'économie – université de Lille, spécialistes des drogues et des conduites addictives) abordent la thématique de l'évolution du marché des drogues en France :

- 1. L'évolution du marché des drogues
- 2. L'essor des stimulants

Vidéos en motion design (graphisme animé)

Le motion design est un format animé, court et didactique, particulièrement adapté à la communication des données d'enquêtes OFDT via les réseaux sociaux à destination d'un public large.

Deux animations ont été mises en production en 2025.

– Présentation des résultats de l'enquête EROPP 2023

En 2023, l'OFDT a mené l'enquête EROPP auprès d'un échantillon représentatif de 14 984 adultes âgés de 18 à 75 ans vivant en France hexagonale qui ont été interrogés sur leurs représentations, opinions et perceptions sur les psychotropes, leurs usages de substances psychoactives et leurs pratiques de JAH. En plus des publications dédiées (voir supra), trois vidéos (motion design) ont été mises en ligne courant 2025 afin de présenter en trois minutes les principaux résultats d'EROPP 2023 concernant les usages de cannabis, ceux d'autres drogues illicites et la pratique de JAH en population adulte.

– Présentation des principaux résultats d'ESSPRI 2023

En 2023, l'OFDT a mené une grande enquête statistique auprès d'hommes détenus en France métropolitaine sur les consommations de drogues en prison : l'enquête ESSPRI. D'avril à juin, 1 094 détenus âgés de plus de 18 ans ont répondu à un questionnaire anonyme sur leur santé physique et mentale, leurs activités sportives, leur alimentation, l'accès aux soins ainsi que sur leurs usages de tabac, d'alcool et d'autres substances.

— Mise en ligne en 2025, cette animation présente les principaux résultats de l'enquête.
Présentation enquête ACCES 2026

ACCES est une enquête menée auprès des personnes accueillies dans les CAARUD, centres dont les dispositifs permettent l'accueil des personnes en difficulté présentant une addiction aux drogues.

Cette animation a été conçue notamment afin de présenter l'enquête et son déroulé aux usagers des CAARUD. Elle sera diffusée sur tablette au sein des CAARUD participant à l'enquête.

Le site Internet

Le site Internet de l'OFDT permet d'accéder à l'ensemble des données publiées par l'Observatoire, tant en français qu'en anglais. En 2025, l'OFDT a poursuivi son travail pour rendre le site plus accessible et plus écologique.

Les sites en français et en anglais sont en conformité partielle avec le référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA) : 86 % des critères du RGAA version 4.1 sont respectés (le taux moyen de conformité du site s'élève à 94 %).

Le pilotage de l'écoconception est basé sur le référentiel général de l'écoconception des services numériques (RGESN version 2024), dirigée par la direction interministérielle du numérique (DINUM), et le calculateur d'impact environnemental des sites Internet EcolIndex, porté par le collectif GreenIT. Le taux de conformité RGESN du site Internet de l'OFDT est de 64 %. La note de l'EcolIndex est du niveau C avec un score de 59/100.

Données générales de fréquentation du site

Les audiences mesurées en 2025 font état d'une évolution très positive et soutenue. De juin à décembre, le nombre de visites mensuelles progresse de 70 000 à 125 000, à comparer à la moyenne relevée en 2024 (43 000 visites).

De juillet à décembre, le nombre de pages vues a progressé de 91 000 à 163 000 par mois, à comparer à la moyenne relevée en 2024 (65 500 pages vues).

Concernant le site en anglais, la moyenne de visites par mois s'établit à 3 800 en 2025, à comparer à la moyenne relevée en 2024 (600). La moyenne de pages vues par mois s'établit à 4 150 en 2025, à comparer à la moyenne relevée en 2024 (1 200).

Téléchargements des publications OFDT

Parmi les nouvelles publications mises en ligne en 2025, 4 publications ont été téléchargées entre 400 et 850 fois un mois après leur mise en ligne (6 en 2024) :

- Le *Tendances* 169 ESPAD Europe 2024, parue le 11 septembre, téléchargé 865 fois à m + 1 ;
- Le *Tendances* 170 TREND 2024, publié le 27 novembre, téléchargé 754 fois à m + 1 ;
- *Drogues et addictions, chiffres clés*, publié le 15 janvier, téléchargé 629 fois à m + 1 ;
- Le bilan offre de stupéfiants 2023, publié le 27 janvier, téléchargé 402 fois à m + 1 ;

Douze publications en 2025 (8 en 2024) ont été téléchargées entre 100 et 400 fois :

- le bilan alcool 2024, paru le 26 novembre, téléchargé 383 fois à m + 1 ;
- le *Tendances* 168 EROPP 2023 tabac vapotage, publié le 20 mai, totalise 371 téléchargements à m + 1 ;
- le bilan TAO 2024, publié le 1^{er} septembre, totalise 214 téléchargements en 1 mois ;
- le bilan JAH 2024, publié le 7 octobre, totalise 214 téléchargements à m + 1 ;
- le bilan CSAPA 2022, publié le 26 février, totalise 212 téléchargements en 1 mois ;
- le rapport sur les précurseurs chimiques, publié le 28 octobre, totalise 203 téléchargements à m + 1 ;
- le rapport EROPP opinions, publié le 17 juillet, totalise 196 téléchargements à m + 1 ;

- le *Tendances* 167, « Se détacher de l'alcool » (TUPSALCO), publié le 17 février, totalise 175 téléchargements à m + 1 ;
- la note TUPSALCO, publiée le 10 septembre, totalise 173 téléchargements à m + 1 ;
- la note kétamine, publiée le 11 juin, totalise 136 téléchargements à m + 1 ;
- le rapport OUDOM Guyane, publié le 29 juillet, totalise 109 téléchargements à m + 1.

On note que les résultats d'enquêtes en population générale, les publications TREND et les notes de bilan demeurent toujours bien représentés dans ce classement en 2025.

S'agissant des publications mises en ligne avant l'année 2025 et encore très téléchargées cette année (voir annexe 8), plusieurs titres se détachent :

- le bilan alcool 2023, avec 1 108 téléchargements ;
- le *Tendances* 155 ESCAPAD 2022, avec 988 téléchargements ;
- le bilan « Dépénalisation des drogues au Portugal », avec 878 téléchargements ;
- le *Tendances* 164 EROPP 2023, avec 843 téléchargements.
- Le bilan de la dépénalisation au Portugal est la plus ancienne publication dans cette liste (2021).

Colloque TREND SINTES, vingt-cinq ans de dispositifs d'observation

L'OFDT a organisé, le 27 novembre 2025, un colloque national à l'occasion des vingt-cinq ans des dispositifs Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND) et Système d'identification national des toxiques et des substances (SINTES). Cet événement, qui a réuni une trentaine d'intervenants et plus de 200 participants, avait pour objectif de dresser un bilan scientifique et méthodologique de ces deux dispositifs d'observation, tout en mettant en perspective leur contribution à la connaissance des usages de drogues et des marchés de substances psychoactives en France.

Les différentes interventions ont permis de revenir sur la construction progressive des dispositifs avec, notamment, leur extension récente sur les territoires ultramarins, leurs principes méthodologiques et leur articulation. TREND repose sur une approche qualitative, territorialisée et multi-source, visant à documenter les évolutions récentes des pratiques d'usage, des contextes de consommation et des dynamiques de marché, notamment dans les espaces urbains et festifs. SINTES complète ce dispositif par une veille toxicologique, fondée sur l'analyse de substances collectées auprès des usagers, permettant de documenter la composition des produits, d'identifier des substances nouvelles et de contribuer aux systèmes d'alerte sanitaire national et européen.

Le colloque a mis en évidence la complémentarité des approches qualitatives et toxicologiques, ainsi que la capacité de TREND et SINTES à produire des informations réactives, utiles à la fois à la recherche, à la prévention, à la réduction des risques et à l'appui aux politiques publiques.

Les interventions ont également apporté des éclairages sur les évolutions des usages et des marchés au cours des dernières décennies, marquées par la diversification des substances, la transformation des modes d'approvisionnement et l'importance croissante des environnements numériques. Parmi les thématiques émergentes majeures ont été exposés l'intensification des usages de cocaïne basée parmi les usagers précaires et ses répercussions sur le travail de réduction des risques, la diffusion de kétamine et de cathinones de synthèse dans les milieux festifs et du *chemsex*, le perfectionnement des pratiques de vente et les coopérations et tensions au sein des réseaux de trafic.

Dans une table ronde finale composée d'utilisateurs des connaissances produites par les deux dispositifs, la capacité de TREND et SINTES à répondre à des questions très locales et l'importance de disposer des deux volets de manière complémentaire ont été soulignées.

Enfin, cette rencontre a permis d'ouvrir des perspectives sur les enjeux futurs des deux dispositifs, notamment en matière d'adaptation des méthodes, d'extension des espaces investigués, de renforcement des partenariats territoriaux et d'articulation avec les dispositifs européens. La rediffusion du colloque est disponible sur la chaîne YouTube de l'OFDT.

Annexe 1. Liste des publications scientifiques extérieures en 2025	29
Annexe 2. Liste des auditions parlementaires de l'OFDT en 2025	31
Annexe 3. Liste des interventions de l'OFDT en 2025	32
Annexe 4. Liste des réunions 2025 dans le cadre du REITOX	35
Annexe 5. Liste des membres de l'assemblée générale au 31/12/2025	37
Annexe 6. Liste des 20 membres du collège scientifique actualisée au 31 décembre 2025	38
Annexe 7. Suivi du contrat d'objectifs et de performance 2025-2027	39
Annexe 8. Mesures d'audience et de téléchargements sur le site internet de l'OFDT	46
Annexe 9. Liste des sigles	47

ANNEXE 1. LISTE DES PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES EXTÉRIEURES EN 2025

Publications en français

Revue à comité de lecture

Airagnes G. (2025) [État des lieux des addictions en France](#). *Cahiers français*, n° 448, p. 30-40.

Andler R., **Philippon A.**, Pasquereau A., Lahaie E., Quatremère G., Guignard R., Beck F., **Airagnes G.**, Nguyen Thanh V. (2025) Panorama épidémiologique des consommations de substances psychoactives en France. *La Revue du Praticien*, Vol. 75, n° 5, p. 498-502.

Douchet M.-A., Neybourger P. (2025) [Le contrôle des usages juvéniles de cannabis. Les stratégies parentales pour obtenir des informations, limiter la consommation et maintenir le lien parent-enfant](#). *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 154, p. 131-140.

El Haddad R., Renuy A., Zins M., **Airagnes G.** (2025) [Prévalences de dépassement des nouveaux repères de consommation d'alcool en 2019 en France. Analyse pondérée dans la cohorte CONSTANCES](#). *Médecine/Sciences*, Vol. 41, n° 1, p. 18-22.

Mutatayi C., Morton S., Mabileau F. (2025) [Mieux intégrer les spécificités de genre en addictologie. une impulsion du Conseil de l'Europe](#). *Santé Publique*, Vol. 37, n° 1, p. 131-140.

Obradovic I., Veron S. (2025) Cocaïne : des signaux sanitaires au rouge. *Santé Mentale*, n° 301, p. 38-43.

Protais C., **Milhet M.** (2024) [Au plus près des usagers : le travail émotionnel des professionnels de l'addictologie](#). *Sciences sociales et santé*, Vol. 42, n° 4, p. 5-30.

Spilka S., **Philippon A.**, **Le Nézet O.**, **Obradovic I.**, **Janssen E.**, **Airagnes G.** (2025) [Les niveaux d'usage d'alcool en population adulte en France en 2023](#). *Alcoologie et Addictologie*, Vol. 45, n° 1, p. 20-28.

Chapitres d'ouvrages et rapports

Beck F., Couteron J.-P., **Obradovic I.** (2025) Éléments pour une politique des addictions. In : *Traité de santé publique (4^e édition)*. Fondements, organisations, stratégies et enjeux, Bourdillon F., Brücker G., Tabuteau D. (Dir.). Paris, Lavoisier Médecine Sciences, p. 385-407.

Janssen E., **Spilka S.**, **Philippon A.**, **Le Nézet O.** (2025) [Pensées suicidaires et tentatives de suicide parmi les adolescents français de 17 ans](#). In : *Suicide : mal-être croissant des jeunes femmes et fin de vie – Penser les conduites suicidaires aux prismes de l'âge et du genre*. 6^e rapport, Observatoire national du suicide (ONS) (Dir.), p. 172-182.

Publications en anglais

Revue à comité de lecture

Dugues P., Rabai A., Chenorhokian S., Pfau G., **Cherki S.**, Bellouard M., Alvarez J.C., Larabi I.A. (2025) [Emergence of counterfeit oxycodone tablets containing Nitazenes in France: First national alert and analytical characterization](#). *Toxicologie Analytique et Clinique*, Vol. 37, n° 4, p. 529-539.

El Haddad R., Wiernik E., Kab S., Zins M., **Airagnes G.** (2025) [The association between cannabis use and adherence to COVID-19 public health guidelines: prospective analyses from the French CONSTANCES cohort and SAPRIS survey](#). *Harm Reduction Journal*, Vol. 22, art. 121.

Janssen E., Vuolo M. (2025) [Extending the scope of the capture-recapture experiment: a multilevel approach with random effects to provide reliable estimates at national level](#). *Epidemiologic Methods*, Vol. 14, n° 1, art. 20250011.

Janssen E., Vuolo M., Véron S., Laffont I.F. (2025) [Estimating the prevalence and correlates of problematic alcohol use among patients treated for illicit substance disorder in France, 2012-2022](#). *Drug and Alcohol Review*, Vol. 44, n° 5, p. 1513-1521.

Janssen E., Vuolo M., Véron S., Spilka S. (2025) [Patterns and determinants of polystimulant use among patients seeking treatment for stimulant use disorders](#). *Substance Use and Misuse*, doi : 10.1080/10826084.2025.2593572.

Léger D., Ehlinger V., **Spilka S.**, **Le Nézet O.**, Fauroux B., Pitron V., Godeau E. (2025) [Two surveys separated by almost a decade reveal the inexorable decline in sleep time in teens: Results of the National survey of middle and high schools in adolescents on health and substances \(EnCLASS 2018\), and the evolution since 2010](#). *PLoS ONE*, Vol. 20, n° 3, art. e0314815.

Maffre Maviel G., Somma C., DAVISSE-Paturet C., **Airagnes G.**, Melchior M. (2025) [The role of depression in the relationship between cannabis use and suicidal behaviours: A systematic review and meta-analysis](#). *Drug and Alcohol Dependence*, Vol. 273, art. 112714.

Mendy A., Le Faou A.-L., Ferrand L., Limosin F., **Airagnes G.** (2025) [Role of smoking status on motivation to reduce or stop alcohol consumption in patients with an alcohol use disorder admitted to an emergency department](#). *L'Encéphale*, doi : 10.1016/j.encep.2025.01.009.

Valter R., **Le Nézet O.**, **Obradovic I.**, **Spilka S.**, Falissard B., Josseran L., Gautier S., **Airagnes G.** (2025) [Cannabis and mental health in adolescents: changes in associations over 15 years](#). *Social Psychiatry and Psychiatric Epidemiology*, Vol. 60, n° 7, p. 1649-1658.

Annexe 2. Liste des auditions parlementaires de l'OFDT en 2025

15 janvier 2025	Audition de l'OFDT (Clément Gérôme et Valérie Ulrich) par l'Assemblée nationale dans le cadre de la proposition sur le protoxyde d'azote.
11 février 2025	Audition de l'OFDT par le comité des experts de l'observatoire national interministériel sur la sécurité routière (ONISR) sur les usages de substances et la sécurité routière.
13 février 2025	Audition de l'OFDT (Clément Gérôme et Valérie Ulrich) par le Sénat dans le cadre de la proposition sur le protoxyde d'azote.
Mars 2025	Audition de l'OFDT par le Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée nationale.
10 mars 2025	Audition de Ivana Obradovic, directrice adjointe, par le Groupe Socialiste, Écologiste et Républicain du Sénat dans le cadre de son groupe de travail « Prévention et accompagnement des consommateurs de stupéfiants ».
21 mars 2025	Audition conjointe de l'OFDT (Ivana Obradovic) et de la Mildeca (Nicolas Prisse) par la mission IGAS relative à l'évolution de l'organisation de la mise en œuvre des missions exercées par Santé publique France.
24 avril 2025	Audition de Guillaume Airagnes et Ivana Obradovic par la mission d'information flash du Sénat sur les opioïdes.
10 octobre 2025	Audition de Guillaume Airagnes et Ivana Obradovic par la mission de l'IGAS relative à l'évaluation des parcours de prise en charge des addictions.

Annexe 3. Liste des interventions de l'OFDT en 2025

Intitulé de l'événement	Organisateur(s)	Lieu	Date	Titre ou sujet de l'intervention
L'esprit libre, congrès de L'Encéphale 2025 – 23 ^e édition	Revue <i>L'Encéphale</i>	Paris	22-24 janvier	La consommation de psychostimulants et son impact psychiatrique en France
Marketing et lobbying du tabac – Comment lutter ?	Réseaux D3S, REFERTab et RECLAMS	Paris	19 février	Évolution des politiques de lutte contre le tabac en France depuis 1970.
Séminaire des cadres de la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse d'Île-de-France et d'outre-mer (DIR PJJ IDF-OM)	PJJ	Paris	3-4 mars	L'économie du narcotrafic
Cycle de conférences « L'offre de stupéfiants et mondes urbains. Comprendre les dynamiques urbaines liées à l'offre illicite de stupéfiants à partir des ports européens »	Sciences Po/ École urbaine	Paris	5 mars	Recherches sur l'offre illicite de stupéfiants : état des travaux de l'OFDT et enjeux de connaissance
Conférence dans le cadre de la semaine du cerveau	INSERM	Poitiers	13 mars	Participation à la table ronde « Législations, lobbies et santé »
Journées nationales addictions	Groupe SOS	Saint-Denis	20 mars	Participation à la conférence « La société et les addictions : regards d'experts sur les enjeux émergents »
33 ^e congrès annuel de la Société française de toxicologie analytique, jointe à la <i>Toxicological Society of Belgium and Luxembourg</i> (BLT)	SFTA	Chamonix	24-27 mars	<ul style="list-style-type: none"> – <i>How to respond to real time drugs alert? Comparison between French and Belgian early warning systems</i> (communication orale) – Dispositif SINTES à La Réunion : retour sur trois ans d'observations (poster) – Substances psychoactives dans l'est de la France : tendances récentes observées par le dispositif SINTES (poster)

16 ^e congrès de l'Association des professionnels de santé exerçant en prison	APSEP	Paris	27-28 mars	Présentation des résultats de l'enquête ESSPRI
<i>Expert meeting on the key indicator problem drug use (PDU) 2025</i>	EUDA	Lisbonne (en ligne)	28-29 avril	– <i>Combining socio and toxico approaches in French overseas territories</i> – <i>Emerging trends and new drugs: TRENDS</i>
<i>COPOLAD III annual meeting – A common challenge, a shared strategy</i>	COPOLAD III	Varsovie	6-7 mai	<i>Why does gender responsivity in drug demand reduction matter ? A focus on the challenges in drug prevention</i>
14 ^e congrès de la Fédération Addiction. Créativité, art et addictions, des liens qui libèrent ?	Fédération Addiction	Angers	22-23 mai	L'hospitalisation pour sevrage à l'alcool en France : place dans l'offre de soins et dans les trajectoires des usagers
Commission Prévention Oppelia	Oppelia	Paris	25 mai	Présentation des travaux sur les JAH et de PProJeTIM
<i>MedSPAD Committee meeting</i>	Pompidou Group of the Council of Europe	Paris	26-27 mai	<i>The meeting brought together 12 experts from Algeria, Cyprus, Egypt, France, Jordan, Lebanon, Malta, Morocco, Palestine*, Portugal, Spain and Tunisia</i>
Formation continue des magistrats	ENM	Paris	19 mai	Observer les phénomènes liés aux drogues et aux addictions. État des lieux
Formation continue des magistrats	ENM	Paris	21 mai	Les mutations des usages et de l'offre de drogues en France : les observations du dispositif TREND
19 ^e congrès annuel d'addictologie de l'Albatros. Addictions & Environnement : On a changé de climat !	Albatros	Paris	10-12 juin	Épidémiologie et diagnostic des troubles liés au cannabis
18 ^e conférence annuelle de l'International Society for the Study of Drug Policy	ISSDP	Manchester	11-13 juin	<i>Trends in attitudes to drug policy in France between 1999 and 2023: What does this mean for drug policy reform in France ?</i>
5 ^e symposium international multidisciplinaire « Prévenir et traiter le jeu excessif dans un monde digitalisé »	Centre du jeu excessif, CHUV	Caux (Suisse)	18-20 juin	Aborder les jeux d'argent par les sciences sociales : enjeux épistémiques (présentation et poster)
Séminaire de l'ENM	ENM	Paris	19 juin	Les politiques pénales en matière de drogues. Historique et évolutions
Congrès 2025 de la Société française de pharmacologie et de thérapeutique	SFPT	Grenoble	24-26 juin	<i>Opioid agonist treatment in France : health insurance reimbursement data from the National System of Health Data (SNDS) for the annual French monitoring centre for drugs and drug addiction report in 2023 (poster)</i>
Intervention pour l'université NAIF	Direction de la coopération internationale de sécurité (DCIS) et ONUDC	Paris	25 juin	– L'OFDT et ses missions ; le cadre légal et les catégories de réponses publiques ; politiques de prévention en matière de drogues en France – Les principales consommations de stupéfiants en France ; politiques de lutte contre le trafic de stupéfiants en France

10 th International Conference on Behavioral Addictions (ICBA)	ISSBA	Nantes	7-9 juillet	<i>Problem sports betting among French young people : a methodology to better understand their trajectories, incentives and motivations</i>
COPOLAD III – National Drug Observatories facing new global challenges: Towards a joint EU-CELAC evidence-based response. A common challenge, a shared strategy	COPOLAD III	Mexico	11-12 septembre	<ul style="list-style-type: none"> – Multi-centric local data collection on the local drug scenes in France – TREND & SINTES/Recolección de datos locales multicéntrica sobre el escenario local de las drogas en Francia – TREND & SINTES – Inclusive evidence: Integrating rights and gender in National Drug Observatories – Why incorporating gender in drug research ?/Evidencia inclusiva : integrando derechos y género en los Observatorios Nacionales de Drogas – ¿Por qué incorporar el género en la investigación sobre las drogas ?
Colloque « Addictions toxicomanies hépatites SIDA »	ATHS	Biarritz	21-24 octobre	<ul style="list-style-type: none"> – Entre prohibition, régulation, légalisation et narcotraffic : quelles politiques des drogues ? – Bilan international des expériences de régulation du cannabis – La cocaïne en France : enjeux de santé publique face à un marché en essor
Webinaire « Diversification des consommations, transformations des réponses »	Réseau scientifique Drogues en Afrique francophone (RESCIDAF)/ IRD		1 ^{er} novembre	Dispositif TREND : tendances récentes et nouvelles drogues
Congrès de la société française de santé publique « Santé mentale publique »	SFSP	Lille	5-7 novembre	<ul style="list-style-type: none"> – La légalisation du cannabis, état des lieux international : bilan des expériences au regard de la santé publique – Pratiques des jeux d'argent et publicité à l'ère du numérique, un lien virtuel ? – Exposition au marketing numérique lié à l'alcool perçue par les adolescents de six pays européens – Symposium EnCLASS

Annexe 4. Liste des réunions 2025 dans le cadre du REITOX

Intitulé	Organisateur	Date	Lieu
Réunion du groupe de travail sur le document-cadre « Reitox Alliance »	EUDA	21/01/2025	Lisbonne
<i>Technical meeting “Assessing synthetic cannabinoid production in Europe: current situation and potential threats”</i>	EUDA	19/02/2025	En ligne
Réunion de mise en place de l'European Drug Alert System (EDAS)	EUDA	13/03/2025	En ligne
<i>Technical meeting “Reitox Alliance”</i>	EUDA	18-19/03/2025	En ligne
<i>Technical meeting du réseau Preparedness Laboratory Network (PLANET)</i>	EUDA	Mars 2025	En ligne
<i>General population surveys (GPS) expert meeting</i>	EUDA	08-09/04/2025	Lisbonne
Réunion de mise en place de l'EDAS	EUDA	10/04/2025	En ligne
<i>Technical meeting “Prison and Drugs”</i>	EUDA	10-11/04/2025	En ligne
<i>Problem drug use (PDU) expert meeting</i>	EUDA	28-29/04/2025	En ligne
72 ^e réunion HNFP des responsables des points focaux	EUDA	06-08/05/2025	Lisbonne
Session d'information sur l'indicateur drug-related homicide (DRH)	EUDA	03/06/2025	En ligne
Health and social responses expert meeting	EUDA	13/06/2025	En ligne
<i>Laboratory network technical meeting “Analytical challenges in the identification of semi-synthetic cannabinoids”</i>	EUDA	16/06/2025	En ligne
<i>Expert meeting on potent synthetic opioids : european impact of generic controls on nitazene opioids in China</i>	EUDA	18/06/2025	En ligne
Réunion de mise en place de l'EDAS	EUDA	04/09/2025	En ligne
<i>Treatment demand indicators (TDI) expert meeting</i>	EUDA	16-17/09/2025	En ligne
Drug-related deaths (DRD) expert meeting	EUDA	02-03/10/2025	En ligne
<i>Technical meeting des responsables des points focaux</i>	EUDA	07/10/2025	En ligne
Réunion de mise en place de l'EDAS	EUDA	16/10/2025	En ligne
<i>EUDA laboratory network expert meeting</i>	EUDA	21-22/10/2025	Lisbonne
Assemblée générale ESPAD	EUDA	02-03/11/2025	Madrid
Groupe de travail Reference Group on Drug Supply Indicators	EUDA	04-05/11/2025	Lisbonne
<i>Drug-related infectious diseases (DRID) expert meeting</i>	EUDA	06-07/11/2025	En ligne
25 ^e réunion annuelle du réseau EWS et 2 ^e réunion annuelle de l'EDAS	EUDA	18-19/11/2025	Lisbonne
<i>EWS expert meeting</i>	EUDA	20/11/2025	Lisbonne
73 ^e réunion HNFP des responsables des points focaux	EUDA	24-28/11/2025	Lisbonne
<i>Prison expert meeting</i>	EUDA	09/12/2025	En ligne
Réunion de mise en place de l'EDAS	EUDA	11/12/2025	En ligne

Annexe 5. Liste des membres de l'assemblée générale au 31/12/2025

Présidence et vice-présidence

Président de l'assemblée générale Jean-Roald L'HERMITTE Personnalité qualifiée

Vice-président de l'assemblée générale Nicolas PRISSE Président de la Mildeca

Président du collège scientifique

Président du collège scientifique Fabien JOBARD

Membres statutaires de l'assemblée générale

Mildeca	Monsieur	Nicolas Prisse	Services du Premier ministre	Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives
	Madame	Valentine Fournier	Services du Premier ministre	Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives
Travail	Madame	Nadine L'Huillier	Ministère du Travail	Direction générale du travail Sous-direction des conditions de travail, de la santé et de la sécurité au travail – Bureau de la politique et des acteurs de la prévention (CT1)
Santé	Madame	Simone Alexe	Ministère des Solidarités et de la Santé	Direction générale de la santé – Sous-direction santé des populations et prévention des maladies chroniques / Bureau prévention des addictions SP3
Jeunesse	Monsieur	Pierre Montaudon	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) > Bureau des politiques de jeunesse SD1 A
Ville	Madame	Hélène Chapet	Ministère de la Cohésion des territoires	Agence nationale de la cohésion des territoires
Justice	Madame	Laureline Peyrefitte	Ministère de la Justice	Direction des affaires criminelles et des grâces (DACG)
Intérieur	Monsieur	Dimitri Zoulas	Ministère de l'Intérieur	Direction générale de la Police nationale (DGPN) > Office anti-stupéfiants (OFAST)
	Madame	Amélie Bas	Ministère de l'Intérieur	Direction générale de la Gendarmerie nationale (DGGN) – Direction des opérations et de l'emploi – sous-direction de la police judiciaire – Bureau des affaires criminelles
Diplomatie	Représentant en cours de désignation	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international – Direction du développement durable – Sous-direction du développement humain	

Douanes	Monsieur	Floran Nourian	Ministère de l'Action et des Comptes publics	Direction générale des douanes et des droits indirects – Bureau de la lutte contre les trafics et la criminalité organisée (JCF3)
Éducation nationale	Monsieur	Claire Bey	Ministère de l'Éducation nationale	Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) B3-1 – Service du budget et de l'égalité des chances > Sous-direction de la vie scolaire, des établissements et des actions socio-éducatives – Bureau de la santé, de l'action sociale et de la sécurité
Recherche	Madame	Myriam Baron	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRl) – Service stratégie de la recherche et de l'innovation (SSRI)
Agriculture	Madame	Myriam Demailly	Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	Direction générale de l'enseignement et de la recherche > Service de l'enseignement technique > Sous-direction des politiques de formation et d'éducation > Promotion de la santé et développement des pratiques sportives
Outre-Mer	Madame	Corinne Locatelli-Jouans	Ministère des Outre-Mer	Sous-direction des politiques publiques – Direction générale des outre-mer – Bureau de la cohésion sociale, de la santé, de l'enseignement et de la culture
FNORS	Madame	Lise Trottet	Fédération nationale des observatoires régionaux de santé (FNORS)	
CBCM	Madame	Anne-Marie Amigues	Services du Premier ministre	Service de contrôle budgétaire et comptable ministériel > Département de contrôle budgétaire
Personnalité qualifiée	Représentant en cours de désignation	Représentante des usagers des centres de soins en addictologie ou des structures de réduction des risques	Présidente AIDES	
Personnalité qualifiée	Monsieur	Nicolas Simon	Représentant des professionnels exerçant en centres de soins en addictologie	Professeur des universités – praticien hospitalier
Personnalité qualifiée	Représentant en cours de désignation	Représentante des services d'application de la loi	Directrice de l'Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice	

Annexe 6. Liste des 20 membres du collège scientifique actualisée au 31/12/2025

Nom	Prénom	Fonction
AUBIN	Henri-Jean	Professeur des universités-praticien hospitalier en psychiatrie et en addictologie à l'université Paris-Saclay et à l'hôpital Paul-Brousse
BERRY	Jean-Baptiste	Économiste-statisticien Sous-directeur de la qualité et des services statistiques d'appui au sein de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère de l'Éducation nationale
BONNAIRE	Céline	Psychologue clinicienne. Maîtresse de conférences (HDR) Institut de psychologie. Université de Paris
BAROZZI	Frédéric	Responsable du domaine stupéfiants et médicaments Service commun des laboratoires (SCL) de Paris, à Massy Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)/Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF)
CARRASCO	Valérie	Statisticienne Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI)
DUDOUE	François-Xavier	Sociologue. DR CNRS Université Paris-Dauphine – IRISSO (UMR CNRS INRA 7170-1427)
GAGNON	François	Chercheur sénior et conseiller politique spécial Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances (CCDUS)
HAZO	Jean-Baptiste	Épidémiologiste, chargé d'étude spécialisé sur les questions de santé mentale et l'analyse des données de santé à la DREES (bureau de l'état de santé de la population).
JOBARD	Fabien	Politiste. DR CNRS CNRS/CESDIP (UMR CNRS 8183)
LANIEL	Laurent	Analyste scientifique Agence de l'Union européenne sur les drogues (EUDA)
LUQUIENS	Amandine	Psychiatre addictologue – PH, CHU Nîmes Membre du Centre de recherche en épidémiologie et santé des populations (CESP) – INSERM U1018
MALLET	Luc	Professeur de psychiatrie Département médical-universitaire IMPACT (innovation en santé mentale, psychiatrie et addictologie), CHU Henri-Mondor, AP-HP, Créteil
MASSIN	Sophie	Professeure des universités en sciences économiques à l'université de Lille Chercheuse au LEM (Lille Économie Management)/UMR 9221
MELCHIOR	Maria	Chercheuse en épidémiologie sociale à l'INSERM, actuellement responsable de l'équipe de recherche en épidémiologie sociale (ERES) au sein de l'institut Pierre-Louis d'épidémiologie et de santé publique (IPLESP), UMRS 1136
MILLOT	Ana	Ingénieure de recherche en marketing social EHESP – ARENES (UMR CNRS 6051/INSERM U1309 RSMS)
NAASSILA	Mickael	Professeur de physiologie. Directeur unité INSERM UMRS1247 Université de Picardie Jules-Verne (UPJV)/INSERM
QUATREMÈRE	Guillemette	Chargée d'études et de recherche. Santé publique France – Direction de la prévention et promotion de la santé
ROMO	Lucia	Professeur de psychologie clinique Université Paris-Nanterre, UFR sciences psychologiques et sciences de l'éducation (SPSE)
VIEIRA	Ophélie	Ingénieure en chimie analytique Chef de la section stupéfiants du laboratoire de police scientifique de Paris au sein du Service national de police scientifique (SNPS)
ZOBEL	Frank	Sociologue Directeur adjoint et co-responsable du secteur recherche d'Addiction Suisse (Lausanne) Membre de la Commission fédérale suisse en matière d'addictions (CFANT)

Annexe 7. Suivi du contrat d'objectifs et de performance 2025-2027

Le contrat d'objectifs et de performance 2025-2027 (COP) de l'OFDT a été signé en 2025 avec la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) qui assure la tutelle administrative du groupement d'intérêt public (GIP) après son approbation par l'assemblée générale.

À partir de l'évaluation des deux premiers COP (2019-2021 et 2022-2024) et d'un diagnostic partagé entre la Mildeca et l'OFDT, le COP 2025-2027 fixe cinq axes déclinés en 56 indicateurs de performance.

Pour mémoire, les axes stratégiques du COP 2025-2027 sont les suivants :

Axe n° 1 : Produire des indicateurs de suivi de la situation des drogues en France ;

Axe n° 2 : Produire, en temps réel, les connaissances utiles au pilotage des politiques publiques en matière de drogues ;

Axe n° 3 : Détecter précocement les menaces émergentes liées aux drogues ;

Axe n° 4 : Documenter de façon réactive les enjeux prioritaires identifiés par les pouvoirs publics ;

Axe n° 5 : Renforcer la performance et l'efficacité.

Les tableaux ci-après reprennent le suivi de chacun des indicateurs actualisés pour l'année 2025, les objectifs ayant été majoritairement atteints.

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE PERFORMANCE 2025-2027

Axe n° 1. Produire des indicateurs de suivi de la situation des drogues en France

Objectif 1-1. Mesurer à échéance régulière la consommation de drogues (licites et illicites) dans la population française (jeune et adulte)

Planification des terrains d'enquête 2025-2027 (résultats d'enquête publiés dans l'année n + 1) :

Type de productions	Unité	Cible 2025 (résultats en 2026)	Cible 2026 (résultats en 2027)	Cible 2027 (résultats en 2028)
Enquêtes en population générale/spécifique	Nombre d'enquêtes	ACCES (préparation) ESSPRI (terrain novembre 2025 – mars 2026) RECAP (recueil annuel)	ACCES (terrain mars-mai 2026) EnCLASS (terrain mars-mai 2026) ESCAPAD (reconfiguration de la JDC/discussion avec le ministère des Armées) EROPP avril-septembre 2026 RECAP (recueil annuel)	ESCAPAD (sous réserve d'accord du ministère des Armées) ACCES (nouvelle édition) RECAP (recueil annuel)

Indicateurs de performance de l'objectif I-1

	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Mesurer de façon régulière la consommation de drogues et les pratiques de JAH en France	Résultats ESPAD 2024 (jeunes) Résultats ESCAPAD outre-mer (jeunes) Objectif atteint	Résultats ESSPRI 2025 (détenus) Résultats EnCLASS 2024	Résultats ESCAPAD 2026 et EnCLASS 2026 (jeunes) Résultats Enquête santé territoires 2025 et EROPP 2026 (adultes)
Produire une estimation annuelle de la file active des personnes accueillies dans le dispositif médico-social et de leurs consommations de drogues	Résultats RECAP 2022 Objectif atteint	Résultats RECAP 2023-2024 Résultats	Résultats RECAP 2025 ACCES 2026
Assurer au moins 2 publications par mois (en moyenne) sur des sujets d'intérêt public relatifs aux drogues			
Série « <i>Tendances</i> »	8 : 7 réalisés	8	9
Notes	8 : 13 réalisées	8	8
Rapports	2 : 4 réalisés (+ répertoire des sources)	2	2
Rapports TREND et autres séries de publications ou rapport d'études	9 : 9 réalisés	9	9

Objectif 1-2. Renforcer la compréhension des pratiques de jeux d'argent et de hasard

Indicateurs de performance de l'objectif I-2

	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Développer les publications dédiées aux JAH	2 : 3 réalisées (bilan annuel JAH et deux notes)	3	4

Objectif 1-3. Valoriser les connaissances sur la situation de la France en matière de drogues

Indicateurs de performance de l'objectif I-3

	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Renforcer la présence de la France dans les congrès scientifiques internationaux sur les drogues (nombre de communications orales de l'OFDT dans un congrès scientifique international)	2 Objectif non atteint : 1 (ISSDP)	3	4
Valoriser les connaissances scientifiques fiables sur la situation de la France dans les congrès scientifiques nationaux sur les drogues (nombre de communications orales de l'OFDT dans un congrès scientifique national)	5 Objectif non atteint : 4 (SFSP)	5	5
Développer les contributions de l'OFDT à des travaux scientifiques externes (revues francophones)	4 Objectif atteint et dépassé : 8 (dont 3 revues à comité de lecture)	4	4
Renforcer la visibilité de la France dans la littérature scientifique internationale sur les drogues (nombre de contributions de l'OFDT à des travaux scientifiques externes / revues internationales)	5 Objectif atteint et dépassé : 9	6	7
Diffuser des connaissances scientifiques validées sur les drogues dans les médias (nombre de réponses de l'OFDT aux demandes média par an)	50 Objectif dépassé : 53	80	100
Développer les valorisations multimédias des principaux résultats d'enquêtes sur les drogues (nombre de vidéos et de motion designs mis en ligne sur le site de l'OFDT par an)	6 Objectif atteint	7	8

Améliorer la diffusion des connaissances sur les drogues en France	12 : réalisé	12	12
Diffuser au moins une lettre d'information en français par mois			
Diffuser au moins trois lettres d'information en anglais par an	3 : réalisé	4	5
Augmenter le nombre d'abonnés aux lettres d'information de l'OFDT (au 31/12 de l'année de référence)	5 000 Objectif atteint	5 500	6 000
Mieux faire connaître les travaux de l'OFDT via son site Internet et les réseaux sociaux			
Fréquentation mensuelle du site (nombre de visites)	40 000 Objectif dépassé : 80 200	45 000	50 000
Nombre d'abonnés aux réseaux sociaux de l'OFDT	10 000 Objectif dépassé : 15 922 (sur 4 réseaux sociaux)	15 000	20 000

Axe n° 2. Produire, en temps réel, les connaissances utiles au pilotage des politiques publiques en matière de drogues

Objectif 2-1. Contribuer activement à la préparation et au suivi des travaux d'évaluation des plans gouvernementaux (SIMCA, lutte contre la criminalité organisée, PNLT, etc.)

Indicateurs de performance de l'objectif 2-1

	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Participer à l'élaboration et au suivi des indicateurs de mise en œuvre du plan de lutte contre la criminalité organisée	Proposition d'indicateurs à la Mildeca et mise à disposition des indicateurs actualisés en T0 Objectif atteint	Contribution au tableau de bord selon les échéances décidées en interministériel	Contribution au tableau de bord selon les échéances décidées en interministériel
Participer à l'élaboration et au suivi des indicateurs de mise en œuvre de la stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives 2023-2027 (SIMCA)	Proposition d'indicateurs à la Mildeca et mise à disposition des indicateurs actualisés en T0 Objectif atteint	Contribution annuelle au tableau de bord	Contribution annuelle au tableau de bord
Participer au suivi des indicateurs de mise en œuvre du plan national de lutte contre le tabac (PNLT)	Contribution annuelle Objectif atteint	Contribution annuelle	Contribution annuelle

Objectif 2-2. Répondre aux besoins de connaissances des réalités locales pour faciliter l'action territoriale

Indicateurs de performance de l'objectif 2-2

	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Assurer l'actualisation régulière des fiches régionales (nombre de fiches régionales actualisées par an)	5 Objectif atteint	6	6
Appui au pilotage du volet addictions des plans régionaux de santé (incluant les territoires ultramarins)	4		
Nombre de portraits de territoire réalisés sur la période 2025-27	Réalisation de 2 portraits de territoire en cours pour PACA et IdF (publication en 2026)		
Nombre de restitutions des résultats TREND et SINTES aux acteurs locaux	7 Objectif atteint : les 9 coordinations TREND SINTES organisent une restitution (marché public)	8	9
Nombre de publications annuelles sur les outre-mer	3		

Objectif 2-3. Conforter le rôle d'acteur national de référence pour les données françaises transmises aux instances européennes et internationales

Indicateurs de performance de l'objectif 2-3

	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Assurer la remontée systématique des données pour la France auprès de l'Agence de l'Union européenne sur les drogues (EUDA)	Actualisation annuelle des 10 workbooks thématiques + tableaux standardisés Objectif atteint		
Assurer une permanence aux réunions thématiques d'experts de l'EUDA (expert meetings)	Participation sous la forme de contribution pour la France à une douzaine de réunions en moyenne par an Objectif atteint		
Assurer chaque année la transmission des données pour la France à l'ONU DC	Contribution annuelle aux modules thématiques à renseigner sur la plateforme ONU DC Objectif atteint		

Axe n° 3. Détecter précocement les menaces émergentes liées aux drogues

Objectif 3-1. Contribuer à la veille sanitaire liée aux drogues en France afin d'évaluer la pertinence d'une alerte sanitaire via le protocole Signal Drogues

Indicateurs de performance de l'objectif 3-1

	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Maintenir une réactivité maximale aux sollicitations des autorités sanitaires (DGS et CORRUSS) dans les délais exigés	Taux de réponse de 100 % Objectif atteint : les sollicitations de la DGS et du CORRUSS sont systématiquement traitées.	Taux de réponse de 100 %	Taux de réponse de 100 %
Optimiser la réactivité de la veille sanitaire	Optimisation de la réactivité dans les circuits de collecte et de remontée des signaux, tableau de bord en temps réel. Objectif atteint : fin 2025, sur quelque 1 000 collectes de produits, les résultats d'analyse ont été obtenus pour 997 d'entre elles (91 %) et seulement 80 analyses nécessitaient encore d'être rendues, taux en forte progression.		
Améliorer l'efficacité du dispositif d'analyse toxicologique de l'OFDT (SINTES)	Généralisation de la numérisation du dispositif SINTES, sécurisation des procédures technico-réglementaires Objectif atteint : la dématérialisation des collectes est quasi terminée (suppression du questionnaire papier sauf cas exceptionnels - zones blanches et Mayotte). La révision de la procédure d'envoi par la Poste est toujours en cours.		

Objectif 3-2. Anticiper la menace d'arrivée de produits dangereux en France en contribuant à la veille stratégique européenne sur les produits de synthèse (NPS) et les stupéfiants

Indicateurs de performance de l'objectif 3-2

	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Structurer le réseau national en multipliant les conventions de partenariat avec des laboratoires d'analyses toxicologiques	17 Objectif atteint et même dépassé : partenariats (conventions) avec 19 laboratoires dont 6 du réseau SCL (Paris, Lille, Strasbourg, Marseille, La Réunion, Guadeloupe), 5 laboratoires du réseau SNPS (Paris, Toulouse, Lille, Lyon, Marseille), l'IRCGN et 7 laboratoires de CH ou CHU (Garches, Rennes, Le Havre, Marseille, Bordeaux, Lille, Tarbes)	18	20
Assurer la remontée systématique des signaux émergents identifiés en France auprès de l'EUDA	100 % Objectif atteint	100 %	100 %
Informar les autorités sanitaires en France des alertes au niveau européen	100 % Objectif atteint	100 %	100 %

Objectif 3-3. Optimiser les capacités de veille territoriale des produits de synthèse

Indicateurs de performance de l'objectif 3-3

	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Optimiser les collectes et les délais d'analyse des collectes SINTES à l'échelon régional (nombre de laboratoires partenaires)	Passer de 15 à 20 laboratoires partenaires pour l'analyse toxicologique		
Améliorer la couverture territoriale du dispositif SINTES (nombre de départements avec au moins 1 collecteur SINTES actif)	70 Implantation en Guyane, à la Martinique, à Mayotte, à la Guadeloupe (+ Saint-Martin et Saint-Barthélemy). À ce jour, seuls les deux départements de la Corse ne sont pas couverts.	80	90

Axe n° 4. Documenter de façon réactive les enjeux prioritaires identifiés par les pouvoirs publics

Objectif 4-1. Améliorer la qualité et la régularité des estimations de la mortalité liée aux drogues en France

Indicateurs de performance de l'objectif 4-1

	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Produire une estimation améliorée de la mortalité liée aux drogues basée sur une analyse multi-source	Consensus sur la méthode entre l'OFDT et ses partenaires et élaboration de 2 publications Travaux en cours 2025 : préparation des demandes d'accès aux données (dossier CESREES et CNIL) ; 2026 : demande d'extraction de données (Demex) et premières estimations		

Objectif 4-2. Améliorer la connaissance de l'offre et du trafic de stupéfiants

Indicateurs de performance de l'objectif 4-2

	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Diversifier les indicateurs liés à l'offre et au trafic de stupéfiants afin de mieux appréhender le phénomène et ses mutations	Lancement d'une réflexion dans le cadre du Plan de lutte contre la criminalité organisée Objectif atteint : contribution au tableau de bord suivi par la Mildeca	Mise en place et suivi en routine d'une quinzaine d'indicateurs synthétiques	
Développer les publications dédiées principalement à l'analyse de l'offre et du marché de stupéfiants en France	2 Objectif atteint et dépassé : 3 publications (bilan annuel sur l'offre de stupéfiants ; rapport sur les précurseurs chimiques de drogues ; note d'estimation du marché des stupéfiants)	3	4

Objectif 4-3. Mieux comprendre les liens entre drogues et violences afin d'éclairer les stratégies de prévention

Indicateurs de performance de l'objectif 4-3

	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Développer la connaissance des liens entre narcotrafic et violences	Recensement des travaux de recherche internationaux sur ce sujet Travaux en cours pour cartographier tous les indicateurs disponibles	Mise en place d'études spécifiques (en lien avec les ministères régaliens et la Mildeca)	
Améliorer les connaissances sur le lien entre usage d'alcool et violences sexuelles à travers des publications ciblées	Mise en place d'une enquête spécifique Objectif atteint : l'enquête VIXAL est une enquête mixte, réalisée avec l'appui de 4 UMJ qui devrait aboutir à des publications fin 2027.	1	1

Objectif 4-4. Décrire finement les pratiques d'écran chez les jeunes, afin d'aider les pouvoirs publics à identifier les pratiques à risque

Indicateurs de performance de l'objectif 4-4

	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Implémenter des indicateurs descriptifs des pratiques d'écrans dans les enquêtes épidémiologiques en population jeune	Réalisation d'un état de la littérature épidémiologique sur les pratiques d'écrans chez les jeunes Objectif atteint : publication prévue en 2026	Intégration d'indicateurs relatifs aux pratiques d'écrans dans au moins une enquête en population jeune (ESCAPAD 2026 ou EnCLASS 2026)	Résultats d'enquête publiés sur les pratiques d'écrans chez les jeunes (premier état des lieux national 2026)

Axe n° 5. Renforcer la performance et l'efficacité

Objectif 5-1. Consolider, optimiser et moderniser la gestion de l'OFDT

Indicateurs de performance de l'objectif 5-1

	Réalisations ou livrables	Cible
Optimiser et maîtriser les dépenses	Rédiger un plan d'objectifs pour mettre en œuvre les préconisations de l'audit budgétaire 2024	2025 En cours
	Concevoir un budget base zéro	2027 En cours
Garantir la qualité des actes de gestion par le contrôle interne	Efficacité du dispositif de contrôle interne (résultats des contrôles annuels de supervision a posteriori - oui/non)	2025, 2026, 2027 En cours
Améliorer la performance par un pilotage budgétaire et des ressources humaines optimisées	Écart entre ETP constatés sous plafond au 31/12 et cible ETP au 31/12	2025, 2026, 2027 En cours
	Déploiement de téléservices RH (portail agent)	2026, 2027
Rénover et sécuriser la politique achat	Mettre à jour le référentiel des achats	2025 En cours
	Prévoir une programmation pluriannuelle et concevoir une cartographie et une nomenclature des achats	2026-2027
Conduire à terme la transition numérique	Déployer le nouveau SIRH et l'IA (notamment dans le portail documentaire)	2025-2026 En cours
	Développer grâce au numérique de nouveaux services plus efficaces et accessibles (1 service significatif industrialisé sur la période)	2026-2027
Tenir le registre RGPD à jour	Moderniser et consolider les modalités de mise à jour du registre exhaustif des traitements de données conformément aux exigences du RGPD et diffuser les bonnes pratiques en interne	2027

Objectif 5-2. Mesurer l'efficacité du contrôle interne de l'OFDT

Indicateurs de performance de l'objectif 5-2

	Réalisation, livrable ou indicateur	Cible		
		2025	2026	2027
Augmenter le taux de réalisation des actions de maîtrise des risques planifiées	Pourcentage des actions planifiées (voir plan d'action de la maîtrise des risques) qui ont été effectivement mises en place sur la période du COP	30 % En cours	50 %	< 70 %
Réduire le taux d'anomalies global des dépenses de l'OFDT	Pourcentage des anomalies constatées sur l'ensemble des dépenses < 5 %	2025, 2026, 2027 En cours		
Optimiser le taux des mandats payés au-delà du délai global de paiement de 30 jours	100 %	2025, 2026, 2027 2025 : 98,54 % de mandats payés dans les délais.		

Objectif 5-3. Diversifier les ressources et les financements hors SCSP

Indicateurs de performance de l'objectif 5-3

Unité	Cible 2025	Cible 2026	Cible 2027
Augmenter le taux de recettes hors SCSP et hors FLCA	> 25 % Objectif non atteint : 6,15 %		

Annexe 8. Mesures d'audience et de téléchargements sur le site Internet

Téléchargements des publications mises en ligne en 2025

(par ordre d'importance au regard du nombre de téléchargements à m + 1)

Publications	Date de mise en ligne	Nombre de téléchargements J + 3	Nombre de téléchargements J + 7	Nombre de téléchargements m + 1
<i>Tendances</i> 169 ESPAD Europe 2024	11-sept	278	376	865
<i>Tendances</i> 170 TREND 2024	27-nov	122	280	754
<i>Drogues et addictions, chiffres clés</i> 2025	15-janv	230	313	629
<i>Tendances</i> TREND 2023	14-janv	312	374	409
Bilan offre de stupéfiants en France en 2023	27-janv	159	220	402
Bilan alcool 2024	26-nov	99	167	383
<i>Tendances</i> 168 EROPP 2023 tabac vapotage	20-mai	141	170	371
Bilan TAO 2024	16-janv	56	87	214
Bilan JAH 2024	01-sept	67	96	214
Bilan CSAPA 2022	26-févr	32	61	212
Rapport sur les précurseurs chimiques	28-oct	55	74	203
Rapport EROPP opinions	17-juil	42	77	196
<i>Tendances</i> 167 se détacher de l'alcool - TUPSALCO	17-févr	16	39	175
Note TUPSALCO	10-sept	37	59	173
Note kétamine	11-juin	26	29	136
Rapport OUDOM Guyane 2025	29-juil	31	48	109
Contenus des publicités sur les paris sportifs en ligne	31-mars	41	65	89
Rapport ESCAPAD DROM	30-juil	12	30	81
Note CIPPAL	02-déc	24	34	63
Réglementation de la publicité sur les JAH	31-mars	33	33	53
Bilan tabac 2024	30-mai	0	5	11
Note d'estimation du marché des stupéfiants	08-déc	311	371	NA
Bilan TAO 2024	22-déc	25	32	NA

Source MATOMO

Publications mises en ligne avant 2025 les plus téléchargées en 2025

Publication	Date de mise en ligne	Nombre de téléchargements en 2025
Bilan alcool 2023	nov-24	1 108
<i>Tendances</i> 155 – ESCAPAD 2022	mars-23	988
Note bilan dépénalisation Portugal	juin-21	878
<i>Tendances</i> 164 EROPP 2023	juin-24	843

Source MATOMO

Annexe 9. Liste des sigles

AGRRR	Association guyanaise de réduction des risques
ANSM	Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé
API	Alcoolisation ponctuelle importante
APSEP	Association des professionnels de santé exerçant en prison
ATHS	Addictions toxicomanies hépatites SIDA
CAARUD	Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues
CEIP	Centre d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance
CELAC	Communauté des États latino-américains et des Caraïbes
CépiDc	Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès
CESDIP	Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales
CESREES	Comité éthique et scientifique pour les recherches, les études et les évaluations dans le domaine de la santé
CH	Centre hospitalier
CHU	Centre hospitalier universitaire
CHUV	Centre hospitalier universitaire vaudois
CIPPAL-ADAM	Comparaison des politiques publiques internationales de contrôle de l'alcool – Marketing audiovisuel et numérique de l'alcool
CNIL	Commission nationale de l'informatique et des libertés
CNRS	Centre national de recherche scientifique
COP	Contrat d'objectifs et de performance
COPOLAD	<i>Cooperation programme between Latin America, the Caribbean and the European Union on drugs policies</i>
CORRUSS	Centre opérationnel de régulation et de réponse aux urgences sanitaires et sociales
CSAPA	Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie
D3S	Programme D3S « Drogues, sciences sociales et sociétés » de l'EHESS/INSERM avec le soutien de l'IReSP, en coopération avec le laboratoire de psychopathologie et processus de santé (URP 4057), sociétés et humanités, université Paris-Cité
DACG	Direction des affaires criminelles et des grâces
DCIS	Direction de la coopération internationale de sécurité
DEI	Drogues, enjeux internationaux
DGCCRF	Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGESCO	Direction générale de l'enseignement scolaire
DGPN	Direction générale de la police nationale
DGRI	Direction générale de la recherche et de l'innovation
DGS	Direction générale de la santé
DJEPVA	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
DRAMES	Décès en relation avec l'abus de médicaments et de substances
DRD	<i>Drug-related deaths</i> (indicateur de l'EUDA relatif à la mortalité liée aux drogues)
DREES	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques
DRH	<i>Drug-related homicide</i> (indicateur de l'EUDA relatif aux homicides liés aux drogues)
DRID	<i>Drug-related infectious diseases</i> (indicateur de l'EUDA relatif aux maladies infectieuses liées aux drogues)
DROM	Département et région d'outre-mer
EDAS	<i>European Drug Alert System</i> (EUDA)
EHESP	École des hautes études en santé publique
EnCLASS	Enquête nationale en collèges et en lycées chez les adolescents sur la santé et les substances
ENM	École nationale de la magistrature
EROPP	Enquête sur les représentations, opinions et perceptions sur les psychotropes

ESCAPAD	Enquête sur la santé et les consommations lors de l'appel de préparation à la défense (OFDT)
ESPAD	<i>European School Survey Project on Alcohol and other Drugs</i> (EUDA-INSERM)
ESSPRI	Enquête sur la santé et les substances en prison
ETP	Équivalent temps plein
EU	<i>European union</i> (Union européenne)
EUDA	<i>European Union Drugs Agency</i> (Agence de l'Union européenne sur les drogues)
EWS	<i>Early Warning System</i> (Système de surveillance européen – EUDA/Europol)
FLCA	Fonds de lutte contre les addictions
FNORS	Fédération nationale des observatoires régionaux de santé
GIP	Groupement d'intérêt public
GPS	<i>General population surveys</i> (indicateur de l'EUDA relatif aux enquêtes en population générale)
HDJ	Hôpital de jour
HDJA	Hôpital de jour en addictologie
HNFP	<i>Head of National Focal Point</i> (responsables des points focaux de l'EUDA)
HSA	Haltes soins addictions
IA	Intelligence artificielle
IdF	Île-de-France
IGAS	Inspection générale des affaires sociales
ILS	Infractions à la législation sur les stupéfiants
IRCGN	Institut de recherche criminelle de la Gendarmerie nationale
ISSBA	<i>International Society for the Study of Behavioral Addictions</i>
ISSDP	<i>International Society for the Study of Drug Policy</i>
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale
JAH	Jeux d'argent et de hasard
JDC	Journée défense et citoyenneté
MedSPAD	<i>Mediterranean School Survey Project on Alcohol and Other Drugs</i>
Mildeca	Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives
MDMA	3,4-méthylène-dioxymétamphétamine
NPS	Nouveaux produits de synthèse
OFAST	Office anti-stupéfiants
OFDT	Observatoire français des drogues et des tendances addictives
ONISR	Observatoire national interministériel sur la sécurité routière
ONS	Observatoire national du suicide
ONU DC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
OUDOM	Observation des usages de drogues en outre-mer
PACA	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PDU	<i>Problem drug use</i> (indicateur de l'EUDA relatif aux usages problématiques de drogues)
PJJ	Protection judiciaire de la jeunesse
PNLT	Plan national de lutte contre le tabac
PProJeTIM	Paris sportifs problématiques chez les jeunes : trajectoires, influences, motivations
RECAP	Recueil commun sur les addictions et les prises en charge (OFDT)
RECLAMS	Réseau : éclairage sur le lobbying et analyse du marketing des industriels
REFERTab	Réseau français d'excellence de recherche sur le tabac
REITOX	Réseau européen d'information sur les drogues et les toxicomanies
RESCIDAF	Réseau scientifique Drogues en Afrique francophone
RGAA	Référentiel général d'amélioration de l'accessibilité

RGESN	Référentiel général de l'écoconception des services numériques
RGPD	Règlement général sur la protection des données
RH	Ressources humaines
SCL	Service commun des laboratoires
SCSP	Subvention pour charge de service public
SFPT	Société française de pharmacologie et de thérapeutique
SFSP	Société française de santé publique
SFTA	Société française de toxicologie analytique
SIMCA	Stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives
SINTES	Système d'identification national des toxiques et des substances (OFDT)
SIRH	Système d'information sur les ressources humaines
SMR	Service médical de réadaptation
SMRA	Soins médicaux et de réadaptation en addictologie
SNDS	Système national des données de santé
SNPS	Service national de police scientifique
TAO	Traitement par agonistes opioïdes
TDI	<i>Treatment demand indicator</i> (indicateur de l'EUDA relatif aux demandes de traitement)
TREND	Tendances récentes et nouvelles drogues (OFDT)
TUPSALCO	Trajectoires d'usages et parcours de soin : regards croisés des professionnels et des usagers d'alcool
UFR	Unité de formation et de recherche
UMJ	Unité médico-judiciaire
UMR	Unité mixte de recherche
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
VIXAL	Violences sexuelles et consommation d'alcool



Observatoire français des drogues et des tendances addictives

69 rue de Varenne 75007 Paris

Tél : 01 41 62 77 16

e-mail : ofdt@ofdt.fr

www.ofdt.fr

N° ISBN : 978-2-488392-19-8